

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2374

5 novembre 2010

### SOMMAIRE

Actimalux S.A. ....	113947	ING (L) Index Linked Fund II .....	113952
Adouna .....	113945	ING (L) Renta Fund II .....	113950
Agrifood Holding S.A. ....	113947	ING (L) Technix .....	113950
Ahrenkiel Shipmanagement (Luxem- bourg) S.A. ....	113929	International Allied Services S.A. ....	113952
Arlington Luxembourg S.C.A. ....	113931	International Power (Bloomsbury) S.à r.l. .....	113938
BBF SAH .....	113949	International Power Investments S.à r.l. .....	113938
Bellomonte S.à r.l. ....	113946	IP Lux 1 S.à r.l. ....	113939
Boost Business Services S.A. ....	113951	IP Lux 2 S.à r.l. ....	113939
Caret Düsseldorf S.à r.l. ....	113914	Ipotek Financing S.A. ....	113950
Caret Essen S.à r.l. ....	113914	Jubelade S.C.A., SICAV-FIS .....	113920
CEREP III Investment G S.à r.l. ....	113936	Kredyt Inkaso Portfolio Investments (Lu- xembourg) .....	113952
Cofimin S.A. ....	113947	Letzkey .....	113952
Concrete Plus .....	113947	Palmolux Investments S.à r.l. ....	113945
CORMUS Holding S.A. ....	113936	Pyrum Innovations International S.A. ...	113945
Datacenter Luxembourg SA .....	113936	Resitalia Equity S.à r.l. ....	113946
DGG S.à r.l. ....	113948	Resitalia Equity S.à r.l. ....	113946
Eastern Property Management Sàrl ....	113948	Richardson Investments (Castel Romano) S.à r.l. ....	113946
Econocom PSF S.A. ....	113949	RICLUX Finance S.à r.l. ....	113946
ESCO Finance International S.à r.l. ....	113938	Septaberg, s.à r.l. ....	113948
European Private Equity Portfolio S.A., SI- CAR .....	113949	Statuto Lux Holding S.à r.l. ....	113920
EuroRidge Capital Partners CAT 1 S.à r.l. .....	113936	Thiser S.C.A., SICAV-FIS .....	113939
Fimat .....	113949	Trandy Participations & Financements S.A. ....	113906
G. Graf Investments .....	113940	Tucker Holding S.A. ....	113940
Immotherme S.à r.l. ....	113939	Valto S.A. ....	113934
ING Direct .....	113950	Vayana S.A. ....	113940
ING Investment Management Luxem- bourg S.A. ....	113951		
ING Investment Management Multi Mana- ger S.A. ....	113951		

**Trandy Participations & Financements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 80.849.

L'an deux mil dix, le premier octobre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TRANDY PARTICIPATIONS & FINANCEMENTS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite sous le numéro B 80.849 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg et ayant son siège social à 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la "société"), constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 27 février 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°824 du 28 septembre 2001. Les statuts ont été modifiés par un acte notarié pardevant Maître Edmond SCHROEDER, notaire alors de résidence à Mersch, en remplacement de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, le 4 avril 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°992 le 12 novembre 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Mme Sabine PERRIER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

Madame le Président désigne comme secrétaire Mme Isabel DIAS, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur, M. Raymond THILL, "maître en droit", avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Madame le Président expose ensuite:

(i) Qu'il résulte d'une liste de présence que les six cents (600) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000.-EUR) représentant la totalité du capital social d'une valeur de six cent mille euro (600.000.-EUR), sont dûment représentées à la présente Assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, les actionnaires ou leur mandataire ayant accepté de se réunir sans convocation préalable. Ladite liste de présence, portant les signatures de la mandataire des actionnaires dûment représentés, et des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

(ii) Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Acceptation de transférer l'établissement principal et le siège social de la société "TRANDY PARTICIPATIONS & FINANCEMENTS S.A." du Luxembourg en Italie.

2. Décision de changer la nationalité de la Société, actuellement luxembourgeoise pour devenir italienne.

3. Désignation de mandataires avec pouvoirs pour représenter la Société au Luxembourg et en Italie dans toutes les instances et dans toutes les procédures administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège social.

4. Décision de modifier la dénomination sociale de la Société TRANDY PARTICIPATIONS & FINANCEMENTS S.A. en celle de TRANDY PARTICIPATIONS & FINANCEMENTS SRL.

5. Acceptation de la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge pleine et entière accordée pour l'exécution de leur mandat respectif jusqu'à ce jour

6. Nouvelle fixation de la durée de la Société au 31/12/2020

7. Approbation de la situation des comptes de clôture au Luxembourg sur base d'une situation intermédiaire des comptes au 30 septembre 2010, qui seront à considérer en même temps comme comptes de clôture du point de vue luxembourgeois

8. Adoption des nouveaux statuts de la Société conformément à la Loi sur les sociétés commerciales en Italie

9. Nomination du gérant unique et des commissaires de la Société en Italie

10. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de transférer l'établissement principal ainsi que le siège social de la Société, jusqu'ici fixé à 124, Boulevard de la Pétrusse, L – 2330 Luxembourg en Italie à l'adresse suivante: -Corso di Porta Vittoria, 18, 20122 Milano (MI), Italie.

L'assemblée générale décide que par conséquent la Société sera enregistrée au registre des entreprises de Milan, Italie.

L'assemblée générale décide que ce transfert de siège a lieu avec tous les avoirs, les actifs et passifs de la Société, tout compris et rien excepté, sans dissolution ni liquidation préalables de la Société, qui continuera d'exister sous la nationalité italienne.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence du transfert de l'établissement principal et du siège de la Société qui vient d'être décidé, l'assemblée générale décide d'accepter le changement de nationalité de la Société et d'adopter dorénavant pour la Société la nationalité italienne.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de conférer à Mme Sabine PERRIER ou tout avocat de l'étude LG@VOCATS, 124, Boulevard de la Pétrusse, L – 2330 Luxembourg, tous pouvoirs pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert de l'établissement principal.

L'assemblée générale décide de conférer également à Mme. Donati Romina née le 12/01/1973 à Fucecchio (FI), Italie, demeurant à Monopoli Val d'Arno, Italie, via Gramsci 17 – «codice fiscale» N° DNTRMN73A52D815T, tous pouvoirs pour représenter la Société en Italie, pour effectuer toutes formalités dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert de l'établissement principal.

#### *Quatrième résolution*

En vue de la résolution qui va suivre, l'assemblée générale décide de changer la dénomination de la Société de TRANDY PARTICIPATIONS & FINANCEMENTS S.A. en celle de TRANDY PARTICIPATIONS & FINANCEMENTS SRL.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide d'accepter les démissions des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décide de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats respectifs à ce jour; cette décharge étant accordée sans restrictions, et notamment au vu de la situation des comptes intermédiaires établis au 30 septembre 2010.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée décide de procéder à une redéfinition du terme de la durée de la Société, pour lui donner dorénavant un terme déterminé.

L'assemblée décide par conséquent que le terme de la Société est à partir d'aujourd'hui fixé au 31 décembre 2020.

#### *Septième résolution*

L'assemblée décide d'approuver la situation intermédiaire des comptes établis au 30 septembre 2010 de la Société à considérer comme comptes sociaux de clôture à Luxembourg.

Une copie dudit bilan, après signature «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles en même temps.

#### *Huitième résolution*

L'assemblée générale décide d'adopter pour la Société la forme d'une société à responsabilité limitée ("società à responsabilità limitata") conformément à la Loi sur les sociétés commerciales en Italie.

Afin de mettre les statuts de la Société en conformité avec les lois italiennes, l'assemblée générale décide d'adopter les statuts suivants, qui régiront dorénavant la Société, étant précisé par l'assemblée que la version italienne fera dorénavant seule foi, sa traduction française y étant ajoutée à titre simplement indicatif pour satisfaire aux dispositions de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat:

#### «STATUTO

### **Titolo I° - Denominazione, Oggetto, Durata e sede**

**Art. 1. Denominazione.** E' costituita una società a responsabilità limitata denominata: "Trandy Participations & Financements SRL"

**Art. 2 Oggetto sociale.** La società ha per oggetto, sia in Italia che all'estero, l'assunzione di partecipazioni in qualsiasi forma, in qualsiasi impresa, italiana o straniera. La società può interessarsi in qualsiasi modo a qualunque affare, impresa o società avente lo stesso oggetto, analogo o collegato, o di natura tale da favorire o facilitare lo sviluppo della propria impresa.

La società può compiere qualsiasi operazione mobiliare, immobiliare, finanziaria, di credito, commerciale, locativa, ipotecaria; potrà prestare fidejussioni e altre forme di garanzia, anche per debiti di terzi, assumere partecipazioni ed interessenze in società o consorzi costituiti o costituendi, aventi oggetto analogo od affine al proprio: il tutto per il

conseguimento dello scopo sociale, non in via principale e non nei confronti del pubblico. Sono escluse le attività di cui alla legge 197/1991, D.Lgs 385/1993 e D.Lgs 58/1998.

La società potrà altresì acquistare, cedere, prendere o concedere in affitto aziende o rami di esse.

**Art. 3. Durata della società.** La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2020 e potrà essere prorogata con deliberazione dell'assemblea dei soci. Alla scadenza si intenderà tacitamente prorogata di anno in anno salva la facoltà di recesso.

**Art. 4. Sede sociale e domicilio dei soci.** La società ha sede in Milano (MI).

La sede sociale può essere trasferita in qualsiasi indirizzo nell'ambito dello stesso comune con semplice decisione dell'organo amministrativo che è abilitato alle dichiarazioni conseguenti all'Ufficio del Registro delle imprese. L'organo amministrativo, può altresì istituire e sopprimere, in Italia ed all'estero, filiali, succursali, agenzie o unità locali comunque denominate; compete invece ai soci la decisione di istituire, modificare o sopprimere sedi secondarie.

Il domicilio dei soci, per tutti i rapporti con la società, si intende a tutti gli effetti quello risultante dal libro soci; è onere del socio comunicare il cambiamento del proprio domicilio. In mancanza dell'indicazione del domicilio nel libro dei soci si fa riferimento alla residenza anagrafica.

## **Titolo II° - Capitale, Quote di partecipazione, Finanziamenti dei soci e titoli di debito**

**Art. 5. Capitale sociale e sue variazioni.** Il capitale sociale è di euro 600.000,00 (euro seicentomila virgola zero zero) ed è diviso in quote ai sensi dell'articolo 2468 del codice civile.

La responsabilità dei soci è limitata alle quote di capitale sottoscritte. L'eventuale socio unico diventa responsabile illimitatamente quando non ha versato l'intero ammontare dei conferimenti o fino a quando non sia attuata la pubblicità prescritta dall'art.2470 codice civile.

Il capitale sociale può essere liberato con conferimenti eseguiti in denaro, con apporti in natura di crediti e beni; in deroga al disposto dell'art.2464 Codice Civile possono inoltre essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica che possono consentire l'acquisizione in società di ogni elemento utile per il proficuo svolgimento dell'impresa sociale.

Il capitale potrà essere aumentato in forza di deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

La decisione di aumentare il capitale sociale non può essere attuata fin quando i conferimenti precedentemente dovuti non sono stati integralmente eseguiti.

In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute. E' attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente, nella decisione di aumento, che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, salvo che nel caso di cui all'art.2482-ter c.c.; in tal caso spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso.

Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge mediante deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del collegio sindacale o del revisore, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci.

La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

**Art. 6. Finanziamenti dei soci alla società.** I finanziamenti con diritto a restituzione della somma versata possono essere effettuati dai soci, anche non in proporzione alle rispettive quote di partecipazione al capitale sociale, con le modalità e i limiti di cui alla normativa tempo per tempo vigente in materia di raccolta del risparmio. Salvo diversa determinazione, i versamenti effettuati dai soci a favore della società devono considerarsi infruttiferi.

Per il rimborso dei finanziamenti dei soci si applica l'articolo 2467 del codice civile.

**Art. 7. Titoli di debito.** La società potrà emettere titoli di debito per un importo non superiore al doppio dei mezzi propri (capitale più riserve) risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

La decisione di emettere titoli di debito deve essere presa dall'assemblea dei soci che stabilirà le modalità di emissione; tali modalità potranno essere modificate successivamente solo con il consenso della maggioranza per quote dei possessori dei titoli. I titoli emessi possono essere sottoscritti soltanto da investitori professionali soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali che, in caso di successiva circolazione, rispondono dell'insolvenza della società nei confronti degli acquirenti che non siano investitori professionali ovvero soci della società medesima.

I titoli di debito non potranno essere imputati a capitale.

La decisione di emissione dei titoli di debito deve essere iscritta nel Registro delle imprese.

I possessori dei titoli di debito si riuniscono in assemblea al fine di deliberare in ordine:

- 1) alla nomina ed alla revoca del rappresentante comune;
- 2) alle modificazioni delle condizioni del prestito;
- 3) alla costituzione di un fondo per le spese necessarie alla tutela dei comuni interessi e sul rendiconto relativo;

4) agli altri oggetti d'interesse comune dei possessori dei titoli di debito.

Per quanto non previsto e nei limiti della compatibilità si applicano al rappresentante comune ed all'assemblea dei possessori di titoli di debito le disposizioni dettate in tema di Società per Azioni per le obbligazioni.

**Art. 8. Quote di partecipazione al capitale sociale.** Le quote di partecipazione al capitale sociale devono essere assegnate ai soci in misura proporzionale ai conferimenti di capitale da essi effettuati.

### **Titolo III° - Trasferimento delle quote - Recesso e d esclusione**

**Art. 9. Trasferimento delle quote di partecipazione.** Le quote non sono trasferibili senza il consenso di tutti gli altri soci.

A norma dell'art.2469 il recesso per l'intrasferibilità sopra pattuita non potrà essere esercitato per i primi due anni dalla costituzione della società

**Art. 10. Recesso.** Il socio può recedere dalla società, nei casi previsti dal codice civile con l'eccezione di cui al precedente articolo 9.

Il socio che intende recedere deve comunicare la sua intenzione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata spedita entro 30 (trenta) giorni dall'iscrizione nel registro delle imprese della decisione che lo legittima o dalla trascrizione della decisione nel libro delle decisioni dei soci o degli amministratori oppure dalla conoscenza del fatto che legittima il recesso del socio. A tal fine l'organo amministrativo deve tempestivamente comunicare ai soci i fatti che possono dar luogo per i soci stessi a diritto di recesso.

Nella raccomandata di recesso devono essere elencati:

- 1) le generalità del socio recedente;
- 2) il domicilio eletto dal recedente per le comunicazioni inerenti al procedimento;
- 3) il valore nominale delle quote di partecipazione al capitale sociale per le quali il diritto di recesso viene esercitato.

Il recesso si intende esercitato nel giorno in cui la lettera raccomandata giunge all'indirizzo della sede legale della società.

Le partecipazioni per le quali è effettuato il diritto di recesso sono inalienabili.

La valutazione ed il rimborso delle quote per le quali il recedente ha esercitato il diritto di recesso è effettuata ai sensi dell'articolo 2473 del codice civile.

### **Titolo IV - Decisioni e assemblea dei soci**

**Art. 11. Decisioni dei soci.** I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge dei sindaci e del presidente del collegio sindacale e/o del revisore;
- d) le modificazioni del presente statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci

Non possono partecipare alle decisioni i soci morosi ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto. Le decisioni dei soci sono sempre adottate mediante deliberazione assembleare ai sensi dell'art.2479 bis del c.c. e di quanto disposto dal presente statuto.

**Art. 12. Assemblea.** L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori del comune ove è posta la sede sociale, purché in Italia o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente all'Unione Europea.

L'assemblea viene convocata dal Presidente del Consiglio di Amministrazione ovvero da uno degli Amministratori o dall'amministratore unico con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal libro dei soci (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi similari, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal socio e che risultino espressamente dal libro soci). Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita.

In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

**Art. 13. Svolgimento dell'assemblea.** L'assemblea è presieduta, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o dallo amministratore più anziano. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

L'assemblea nomina un segretario anche non socio ed, occorrendo, uno o più scrutatori anche non soci.

Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

E' possibile tenere le riunioni dell'assemblea, con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti; -che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria), i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

**Art. 14. Diritto di voto e quorum assembleari.** A ciascun socio spetta un numero di voti proporzionale alla sua partecipazione.

Hanno diritto di intervenire all'assemblea i soci che alla data dell'assemblea stessa risultino iscritti nel libro soci.

Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta, delega che dovrà essere conservata dalla società.

La delega non può essere rilasciata con il nome del rappresentante in bianco. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega, salvo che si tratti di procuratore generale.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni.

La delega deve essere conferita nel rispetto dell'art.2372 c.c.

L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tutti i soci e delibera all'unanimità dei soci

**Art. 15. Verbale dell'assemblea.** Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

## **Titolo V° - Amministrazione e rappresentanza**

**Art. 16. Amministrazione.** La società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

a) da un amministratore unico;

b) da un consiglio di amministrazione composto di un numero di membri variabile da un minimo di due ad un massimo di cinque secondo il numero esatto che verrà determinato dai soci in occasione della nomina.

In caso di pluralità di amministratori, a seconda di quanto previsto all'atto della nomina, gli stessi potranno operare:

a) con metodo collegiale;

b) con metodo disgiuntivo;

c) con metodo congiuntivo

fermo restando che la redazione del progetto di bilancio e dei progetti di fusione e scissione nonché le decisioni di aumento del capitale ai sensi dell'art.2481 c.c. sono in ogni caso di competenza del Consiglio di amministrazione nella sua collegialità.

Gli amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di amministratore e, se nominati decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art.2382 c.c.

**Art. 17. Nomina e sostituzione degli amministratori.** Gli amministratori resteranno in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina. In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca degli amministratori in ogni tempo e senza giusta causa.

E' ammessa la rieleggibilità.

Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione, se per qualsiasi causa viene a mancare un consigliere decade l'intero consiglio di amministrazione. Nel caso siano stati invece nominati più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti ai sensi del precedente art.18), se per qualsiasi causa viene a cessare anche un solo amministratore, decadono anche tutti gli altri amministratori. Spetterà ai soci con propria decisione procedere alla nomina del nuovo organo amministrativo. Nel frattempo il consiglio decaduto o gli altri amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

**Art. 18. Presidente.** Nel caso la società sia amministrata da un consiglio di amministrazione, questo elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è nominato dai soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche uno o più vicepresidenti che sostituiscano il presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un segretario, anche estraneo.

**Art. 19. Decisioni degli amministratori.** Nel caso la società sia amministrata da un consiglio di amministrazione con metodo collegiale oppure nei casi in cui la collegialità è obbligatoria si applicano le seguenti disposizioni.

Il consiglio di amministrazione:

a) viene convocato dal Presidente mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (ad esempio fax, posta elettronica), almeno tre giorni prima dell'adunanza e in caso di urgenza con telegramma o fax da spedirsi almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno;

b) si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia o, nell'ambito del territorio di Nazione appartenente all'Unione Europea.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci se nominati, sono presenti o informati della riunione.

E' possibile tenere le riunioni del Consiglio di Amministrazione con intervenuti dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

a) che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

b) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Il consiglio di amministrazione delibera validamente, in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed a maggioranza assoluta dei voti dei membri in carica. In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

Le deliberazioni del consiglio di amministrazione adottate ai sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

Ove invece in sede di nomina sia previsto che gli amministratori agiscano in modo congiunto e/o disgiunto si osservano le seguenti disposizioni.

Per le operazioni da compiersi congiuntamente occorre il consenso unanime di tutti gli amministratori.

In caso di decisione adottabile disgiuntamente ciascun amministratore può opporsi all'operazione che un altro amministratore voglia compiere; i soci con il voto favorevole della maggioranza assoluta del capitale sociale decidono sull'opposizione.

**Art. 20. Competenze degli amministratori.** L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge riserva espressamente ai soci.

Nel caso di nomina del consiglio di Amministrazione questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art.2381 c.c ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti ovvero ad uno o più dei propri componenti. Il comitato esecutivo ovvero l'amministratore o gli amministratori delegati, potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione, che risulteranno dalla delega conferita dal consiglio di amministrazione.

L'organo amministrativo può nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

**Art. 21. Rappresentanza della società.** L'amministratore unico ha la rappresentanza generale della società.

In caso di nomina del consiglio di amministrazione e di poteri collegiali, la rappresentanza della società spetterà a tutti o ad alcuni componenti del consiglio di amministrazione disgiuntamente o congiuntamente tra loro a seconda di quanto stabilito all'atto della nomina, da esercitarsi previa delibera del Consiglio di Amministrazione.

Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, la rappresentanza spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

La rappresentanza sociale spetta anche agli amministratori delegati, ai direttori generali, agli institori ed ai procuratori nei limiti dei poteri determinati dall'organo amministrativo nell'atto di nomina.

**Art. 22. Compensi degli amministratori.** Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni.

Agli amministratori per l'attività svolta potrà essere attribuito un compenso da determinarsi annualmente dall'assemblea dei soci; agli stessi potrà altresì essere attribuita un'indennità di fine rapporto per la quale si potrà provvedere o mediante accantonamenti annuali o mediante la stipula di apposita polizza assicurativa.

## Titolo VI - Controllo sociale

**Art. 23. Controllo dei soci.** I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto ad avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali e i documenti relativi all'amministrazione.

**Art. 24. Organo di controllo.** L'assemblea dei soci, se lo riterrà opportuno, potrà nominare un revisore o il collegio sindacale determinandone competenze e poteri. Quando obbligatorio per legge, l'assemblea nomina il collegio sindacale ai sensi dell'art.2477 cc. che ha anche funzioni di controllo contabile. In quest'ultima ipotesi al collegio sindacale si applicano le disposizioni in tema di società per azioni.

Se la società è tenuta alla redazione del bilancio consolidato il controllo contabile non potrà essere esercitato dal collegio sindacale e dovrà essere nominato, al suo fianco, un revisore contabile.

**Art. 25. Composizione e competenze del collegio sindacale.** Il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti. Il presidente del collegio sindacale è nominato dai soci, con la decisione di nomina del collegio stesso.

I sindaci sono nominati, ove così i soci decidano ovvero la nomina sia obbligatoria per legge, per la prima volta nell'atto costitutivo e successivamente dai soci. Essi restano in carica per tre esercizi e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito. I sindaci sono rieleggibili.

Non possono essere nominati alla carica di sindaco e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art.2399 c.c.

I sindaci possono essere revocati solo per giusta causa e con decisione dei soci. La decisione di revoca deve essere approvata con decreto del Tribunale, sentito l'interessato.

In caso di morte, di rinuncia o di decadenza di un sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi sindaci restano in carica fino alla decisione dei soci per l'integrazione del collegio, da adottarsi nei successivi trenta giorni. I nuovi nominati scadono insieme con quelli in carica. In caso di sostituzione del presidente, la presidenza è assunta fino alla decisione di integrazione dal sindaco più anziano.

Il collegio sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt.2403 e 2403 bis c.c. ed inoltre esercita il controllo contabile; in relazione a ciò il collegio sindacale dovrà essere integralmente costituito da Revisori Contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt.2406 e 2407 c.c.

La retribuzione annuale dei sindaci è determinata dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

Delle riunioni del collegio sindacale deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel libro delle decisioni del collegio sindacale e sottoscritto dagli intervenuti; le deliberazioni del collegio sindacale devono essere prese a maggioranza assoluta dei presenti. Il sindaco dissenziente ha diritto di fare iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

I sindaci devono assistere alle adunanze delle assemblee, alle adunanze del consiglio di amministrazione e del comitato esecutivo.

Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al collegio sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il Collegio Sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

## Titolo VII - Esercizio sociale - Bilancio

**Art. 26. Esercizi sociali, bilancio e distribuzione degli utili.** Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

L'assemblea dei soci per l'approvazione del bilancio deve essere convocata almeno una volta all'anno entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale o entro centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale se ricorrono i presupposti di legge.

Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

La decisione dei soci che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili.

### **Titolo VIII - Scioglimento e liquidazione**

**Art. 27. Scioglimento e liquidazione.** Addivenendosi, in qualsiasi tempo e per qualunque causa, allo scioglimento della società l'assemblea dei soci determinerà le modalità della liquidazione, nominando uno o più liquidatori, con le funzioni ed i poteri previsti dalla legge determinando, in caso di più liquidatori, se gli stessi dovranno operare congiuntamente o disgiuntamente.

La nomina del o dei liquidatori mette fine alle funzioni degli amministratori.

L'assemblea dei soci può revocare o sostituire i liquidatori ed estendere o restringere i loro poteri.

Il mandato dei liquidatori, salvo diversa stipulazione, è per tutta la durata della liquidazione.

I liquidatori hanno tutti i poteri di realizzare alle condizioni che riterranno opportune tutto l'attivo della società e di estinguere il passivo.

Nel corso della liquidazione le assemblee dei soci sono riunite a cura dei liquidatori o su richiesta di tanti soci che rappresentino almeno il 20% del capitale sociale.

I liquidatori hanno il potere di rappresentare la società di fronte a terzi, le amministrazioni pubbliche e private, come di agire in giudizio davanti a tutte le giurisdizioni sia come attori che come convenuti.

**Art. 28. Disposizioni generali.** Le disposizioni del presente statuto si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongano necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

Per quanto non previsto nel presente statuto si fa riferimento alle norme di legge in materia di società a responsabilità limitata ed in subordine e nei limiti della compatibilità alle norme di legge in materia di Società per Azioni.»

En vertu des dispositions de l'article 22-2 de Loi du 20 avril 2009 sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, l'assemblée décide que le dépôt et la publication des nouveaux statuts se fera uniquement en langue italienne, dans le cadre de l'opération de transfert de l'établissement principal et du siège social de la Société, étant entendu que le transfert ne sera reconnu que lorsque le notaire italien qui attestera du présent acte remettra un certificat au notaire soussigné par lequel il confirmera l'enregistrement du transfert conformément au droit italien.»

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée générale décide que la Société sera désormais gérée par un (1) gérant.

L'assemblée générale décide de nommer le gérant unique suivant:

Mme. DONATI Romina, née le 12/01/1973 à Fucecchio (FI), Italie, demeurant à Monopoli -Val d'Arno, Italie, via Gramsci 17 – «codice fiscale» N°DNTRMN73A52D815T.

L'assemblée générale décide de nommer responsables de la révision comme suit:

Dott. SIGNORINI Marcello, né le 09/02/1964 à Viareggio (LU), Italie et demeurant à Camaiore (LU) frazione Lido di Camaiore, Italie, via Don Minzoni n°93, C.F. SGN mcl 64B09 L833Q, Revisor e contabile Gazzetta Ufficiale del 01/08/1995 n°4 serie special e n°59bis D.M. 26/07/1995;

Dott.ssa CONTI Luciana, née le 31/07/1948 a Lucca (LU), Italie et y demeurant au Corso G. Garibaldi n°143, C.F. CNT LCN 48L71 E715U, Revisore contabile Gazzetta Ufficiale del 21/04/1995 n°4 serie speciale n°31bis D.M. 12/04/1995;

Dott. GIOVANNARDI Gabriele, né le 22/10/1962 à Firenze (FI), Italie et y demeurant à via G. Marconi n°53, C.F. G VN GRL 62R22 D612H, Revisore contabile Gazzetta Ufficiale del 28/09/1999 n°4 serie speciale n°77;

Dott.ssa CAMELLA Ariela Lucia, née le 16/07/1966 à Firenze (FI), Italie et y demeurant à via San Vito n°5, C.F. CRM RLC 66L56 D612C, Revisore contabile Gazzetta Ufficiale del 28/09/1999 n°4 serie speciale n°77;

Dott. IMPOSIMATO Manlio, né le 04/10/1929 à Napoli (NA), Italie et demeurant à Firenze (FI), Italie, via C. Monteverdi n°8, C.F. MPS MNL 29R04 F839L, Revisore contabile Gazzetta Ufficiale del 21/04/1995 n°4 serie speciale n°31bis D.M. 12/04/1995.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg par Nous le notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants et tous les actionnaires en personne ou par mandataire, ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: S. Perrier, I. Dias, R. Thill et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 octobre 2010. Relation: LAC/2010/43616. Reçu soixante-quinze euros. Eur 75.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME délivrée à la demande de la prédite société,  
sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial,  
Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2010. \*

Référence de publication: 2010135645/446.

(100154400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2010.

**Caret Essen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 115.338.

**Caret Düsseldorf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 550.000,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 115.271.

—  
**COMMON MERGER PLAN**

**BETWEEN:**

a) Caret Essen S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 115.338, duly represented by Mr. Ely Michel Ruimy acting as sole manager,

hereinafter the "Surviving Company",

AND

b) Caret Düsseldorf S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 115.271, duly represented by Mr. Ely Michel Ruimy acting as sole manager,

hereinafter the "Disappearing Company", and together with the Surviving Company, the "Merging Companies".

In view of the contemplated merger by acquisition of the Disappearing Company by the Surviving Company, it has been agreed as follows pursuant to sole manager's resolutions of each Merging Company dated 26 October 2010:

1. The Merging Companies:

*The Surviving Company*

Caret Essen S.à r.l., Surviving Company, has been incorporated on March 16, 2006 pursuant to a deed issued by Me Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, for an unlimited duration.

On the date of the present agreement, the share capital of the Surviving Company is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) fully paid up shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each.

The five hundred (500) shares representing the entire share capital of the Surviving Company are entirely issued to and owned by Caret Properties S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 115.334 ("Caret Properties").

The Surviving Company does neither issue funders' shares nor other securities of any kind.

The Surviving Company does not issue bonds or notes.

The corporate object of the Surviving Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Surviving Company is the acquisition and sale of real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties. The Surviving Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Surviving Company.

The Surviving Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

The Surviving Company has no employees.

#### *The Disappearing Company*

Caret Düsseldorf S.à r.l., Disappearing Company, has been incorporated on March 16, 2006 pursuant to a deed issued by Me. Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, for an unlimited duration.

On the date of the present agreement, the share capital of the Disappearing Company is fixed at five hundred fifty thousand Euros (EUR 550,000.-) represented by twenty-two thousand (22,000) fully paid up shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each.

The twenty-two thousand (22,000) shares representing the entire share capital of the Disappearing Company are entirely issued to and owned by Caret Properties pre-named.

The Disappearing Company does neither issue funders' shares nor other securities of any kind.

The Disappearing Company does not issue bonds or notes.

The corporate object of the Disappearing Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Disappearing Company is the acquisition and sale of real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties. The Disappearing Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Disappearing Company.

The Disappearing Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

The Disappearing Company has no employees.

2. The Surviving Company holds no shares in the Disappearing Company, neither does the Disappearing Company hold shares in the Surviving Company.

3. The Merging Companies intend to merge within the meaning of articles 258 and 259 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

4. Such merger plan is part of the rationalisation and simplification process of the group, to which both companies belong.

5. The merger shall be effective between the Merging Companies once the merger plan has been approved by the respective general meeting of shareholders of each Merging Company, voting with the quorum and majority requirements for any amendment to the articles of incorporation, pursuant to article 263 of the Law of 1915, and shall have the effects provided for by article 274 of the Law of 1915 ("Effective Date").

6. Towards third parties the merger shall give rise to the same effects only after the minutes of the extraordinary general meeting of the shareholders of each Merging Company approving the merger have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C").

7. By reason of the transfer of the Disappearing Company's assets and liabilities to the Surviving Company, the Disappearing Company shall cease to exist as a result of the merger on the Effective Date. Since all the assets and liabilities of the Disappearing Company must be transferred in full to the Surviving Company, the dissolution of the Disappearing Company as a result of the merger shall not lead to any liquidation procedure for such company.

8. Thereafter, the sole shareholder of the Disappearing Company shall receive a number of shares of the Surviving Company in exchange for all its shares in the Disappearing Company. Such number shall be determined on the basis of the exchange ratio below.

The exchange ratio shall be five hundred seventy-five thousand seven hundred fifteen (575,715) shares of the Surviving Company in exchange for twenty-two thousand (22,000) shares of the Disappearing Company, based on the interim accounts dated 31 August 2010 which have been drawn up by the respective manager of the Merging Companies pursuant to resolutions dated 26 October 2010.

In addition, the sole shareholder of the Disappearing Company shall receive a payment in cash amounting to twenty-three Euros and sixty-six cents (EUR 23.66).

9. Unless the shareholder of the Merging Companies would otherwise resolve, the draft common merger plan must be subject to a review and a reporting performed by independent experts chosen among the réviseurs d'entreprises agréés by the respective manager of the Merging Companies. In their respective reports, the experts must in any case state whether, in their opinion, the share exchange ratio is or is not fair and reasonable. The statement must indicate inter alia the methods used to determine the proposed share ratio and whether such methods are adequate in the circumstances.

10. As from the date hereof and until the Effective Date, the Disappearing Company formally undertakes neither to carry out any sale of the transferred assets as they appear from its above-mentioned interim accounts nor to enter into any agreement or undertaking acquisition transaction involving it and exceeding the scope of its day-to-day management, unless the Surviving Company agrees thereon.

11. The five hundred seventy-five thousand seven hundred fifteen (575,715) fully paid-up shares, with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each, to be newly issued by the Surviving Company, shall be allotted to the sole shareholder of the Disappearing Company following the exchange ratio under item 8. above. The Surviving Company shall thus increase its share capital by an amount of fourteen million three hundred ninety-two thousand eight hundred seventy-five Euros (EUR 14,392,875.-), bringing it from its current amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500.-) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each, to fourteen million four hundred five thousand three hundred seventy-five Euros (EUR 14,405,375.-) represented by five hundred seventy-six thousand two hundred fifteen (576,215) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each.

12. The rights attached to the shares of the Surviving Company to be newly issued to the sole shareholder of the Disappearing Company shall be the same as those attached to the existing shares of the Surviving Company, notably regarding the rights to dividends, as from 30 April 2010.

13. The sole shareholder of the Disappearing Company shall be registered with the shareholders register of the Surviving Company with respect to the number of new shares attributed to it on the Effective Date.

14. No shareholder shall have special rights differing from those attached to the existing shares of the Surviving Company, nor shall holders of securities other than shares be entitled to special rights by the Surviving Company, and no special benefit or right shall be granted to the respective managers of the Merging Companies and/or experts appointed for the purposes of this merger, if any.

15. All the operations and transactions of the Disappearing Company shall be treated for accounting purposes as being those of the Surviving Company as from 30 April 2010.

16. Within one month of the publication of this common merger plan in the Mémorial C, any shareholder may inspect the documents set out in article 267 (1) a) to e) of the Law of 1915 at the registered office of each Merging Company, and may obtain a full copy thereof free of charge.

17. A full discharge may be granted by the sole shareholder of the Disappearing Company to the manager of the Disappearing Company for the performance of his duties as manager until the Effective Date.

18. The Surviving Company shall itself meet all the requirements, notably the publications provided for by law, which are necessary or relevant to give effect to the merger and to the transfer and sale of the assets and liabilities from the Disappearing Company to the Surviving Company.

19. As of the Effective Date, all the rights and obligations of the Disappearing Company towards third parties shall be taken over by the Surviving Company. In particular, the Surviving Company shall take over debts as its own debts and all payment obligations of the Disappearing Company. The rights and claims of the Disappearing Company shall be transferred to the Surviving Company with all security interests, either in rem or personal, attached thereto as the case may be.

20. Should the transfer of certain agreements or assets be subject to the agreement or approval of a contracting party or any third party, the Disappearing Company shall request the relevant agreements or decisions of approval in due time, which shall be evidenced to the Surviving Company at the latest one month before the day of the extraordinary general meeting of the shareholders of the Merging Companies to be held according to item 5. above.

21. As from the Effective Date, the Surviving Company shall carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Disappearing Company such as these agreements and obligations exist on the Effective Date, and shall substitute for the Disappearing Company with respect to any rights and obligations resulting from such agreements.

22. The books and records of the Disappearing Company shall be held at the registered office of the Surviving Company for the period provided for by the Law of 1915.

23. As a result of the merger, the Disappearing Company shall cease to exist and its issued shares shall be cancelled.

24. The expenses resulting from the merger shall be borne by the Surviving Company.

Documents available for inspection by the shareholder:

The following documents are available for inspection by the shareholder at the registered office of each Merging Company:

- this merger plan;
- the annual accounts and management reports for the past three financial years of each Merging Company;
- the interim financial statements of each Merging Company as of 31 August 2010; and
- the explanatory reports of the managers of each Merging Company.

*Information to the creditors of the Merging Companies*

During two months following the date of publication of the decision approving the merger by the shareholder of the Merging Companies, creditors of the Merging Companies whose claims pre-date such a date, may apply to the judge presiding the chamber of the Luxembourg District Court (Tribunal d'Arrondissement) dealing with commercial matters,

to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or un-matured debts where the merger would make such protection necessary.

The present common merger plan is worded in English followed by a French translation; as agreed among the appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version shall prevail.

### Suit la traduction en français pour les besoins de l'enregistrement

#### PROJET COMMUN DE FUSION

ENTRE:

a) Caret Essen S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115.338, dûment représentée par Mr. Ely Michel Ruimy en sa qualité de gérant unique,

ci-après désignée la "Société Absorbante",

ET

b) Caret Düsseldorf S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115.271, dûment représentée par Mr. Ely Michel Ruimy en sa qualité de gérant unique,

ci-après désignée la "Société Absorbée" et, collectivement avec la Société Absorbante, les "Sociétés Fusionnantes",

En vue de réaliser la fusion envisagée par voie d'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, il a été déclaré et convenu ce qui suit conformément aux résolutions du gérant unique de chacune des Sociétés Fusionnantes en date du 26 octobre 2010:

1. Les Sociétés Fusionnantes:

#### *La Société Absorbante*

Caret Essen S.à r.l., Société Absorbante, a été constituée le 16 mars 2006 suivant acte reçu par Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, pour une durée illimitée.

Au jour du présent projet commun de fusion, le capital social de la Société Absorbante s'élève à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales entièrement libérées, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Les cinq cents (500) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société Absorbante ont été intégralement émises à et sont toutes détenues par Caret Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115.334 ("Caret Properties").

La Société Absorbante n'a pas de parts bénéficiaires en circulation ni d'autres titres particuliers.

La Société Absorbante n'a pas émis d'emprunt obligataire.

La Société Absorbante a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Un objet supplémentaire de la Société Absorbante est l'acquisition et la vente de biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société Absorbante peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société Absorbante.

La Société Absorbante pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

La Société Absorbée n'emploie pas de personnel.

#### *La Société Absorbée*

Caret Düsseldorf S.à r.l., Société Absorbée, a été constituée le 16 mars 2006 suivant acte reçu par Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, pour une durée illimitée.

Au jour du présent projet commun de fusion, le capital social de la Société Absorbante s'élève à cinq cent cinquante mille euros (EUR 550.000,-) représenté par vingt-deux mille (22.000) parts sociales entièrement libérées, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Les vingt-deux mille (22.000) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société Absorbée ont été intégralement émises à et sont toutes détenues par Caret Properties, prédéfinie.

La Société Absorbée n'a pas de parts bénéficiaires en circulation ni d'autres titres particuliers.

La Société Absorbée n'a pas émis d'emprunt obligataire.

La Société Absorbée a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Un objet supplémentaire de la Société Absorbée est l'acquisition et la vente de biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société Absorbée peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société Absorbée pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

La Société Absorbée n'emploie pas de personnel.

2. La Société Absorbante ne détient aucune part sociale de la Société Absorbée, ni la Société Absorbée ne détient de part sociale de la Société Absorbante.

3. Les Sociétés Fusionnantes entendent fusionner conformément aux dispositions des articles 258 et 259 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la "Loi de 1915").

4. Ce projet de fusion s'inscrit dans le cadre des mesures de rationalisation et de simplification du groupe dont ces deux sociétés font partie.

5. La fusion sera réalisée entre les parties une fois qu'elle aura été approuvée par l'assemblée générale des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des statuts, conformément à l'article 263 de la Loi de 1915, et produira les effets prévus à l'article 274 de la Loi de 1915 ("Date de Réalisation").

6. La fusion ne produira les mêmes effets à l'égard des tiers qu'après la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C"), du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de chacune des Sociétés Fusionnantes approuvant la fusion.

7. Du fait de la transmission de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante, la Société Absorbée se trouvera dissoute par le fait de la réalisation de la fusion à la Date de Réalisation. L'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée devant être entièrement transmis à la Société Absorbante, la dissolution de la Société Absorbée du fait de la fusion ne sera suivie d'aucune opération de liquidation de cette société.

8. Par suite, l'associé unique de la Société Absorbée recevra, en échange de toutes ses parts sociales de la Société Absorbée, un nombre de parts sociales de la Société Absorbante. Ce nombre de parts sociales sera calculé sur la base du rapport d'échange déterminé ci-après.

Sur la base des comptes intérimaires arrêtés au 31 août 2010 par le gérant respectif des Sociétés Fusionnantes suivant ses résolutions en date du 26 octobre 2010, le rapport d'échange sera de cinq cent soixante-quinze mille sept cent quinze (575.715) parts sociales de la Société Absorbante en échange de vingt-deux mille (22.000) parts sociales de la Société Absorbée.

De plus, l'associé unique de la Société Absorbée recevra une soulte en espèces d'un montant de vingt-trois euros et soixante-six cents (EUR 23,66).

9. A moins que les associés des Sociétés Fusionnantes en décident autrement, le projet commun de fusion doit faire l'objet d'un examen et d'un rapport effectués par un expert indépendant choisi par le gérant respectif des Sociétés Fusionnantes parmi les réviseurs d'entreprises agréés. Dans leurs rapports respectifs, les experts doivent en tout cas déclarer si, à leur avis, le rapport d'échange est ou non pertinent et raisonnable. Le rapport doit indiquer inter alia les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange proposé et si ces méthodes sont adéquates en l'espèce.

10. La Société Absorbée s'engage formellement jusqu'à la Date de Réalisation, si ce n'est avec l'agrément de la Société Absorbante, à n'accomplir aucun acte de disposition relatif aux biens transmis tels qu'ils ressortent de ses comptes intérimaires ci-avant mentionnés, et à ne signer aucun accord ou engagement quelconque la concernant sortant du cadre de sa gestion courante.

11. Les cinq cent soixante-quinze mille sept cent quinze (575.715) parts sociales entièrement payées, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, à créer par la Société Absorbante seront attribuées à l'associé unique

de la Société Absorbée suivant le rapport d'échange mentionné au point 8 ci-avant. La Société Absorbante augmentera ainsi son capital social d'un montant de quatorze millions trois cent quatre-vingt-douze mille huit cent soixante-quinze euros (EUR 14.392.875,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, à quatorze millions quatre cent cinq mille trois cent soixante-quinze euros (EUR 14.405.375,-) représenté par cinq cent soixante-seize mille deux cent quinze (576.215) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

12. Les droits relatifs aux nouvelles parts sociales de la Société Absorbante émises au bénéfice de l'associé unique de la Société Absorbée seront identiques aux droits liés aux parts sociales déjà émises par la Société Absorbante, notamment en ce qui concerne les droits aux dividendes à compter du 30 avril 2010.

13. L'associé unique de la Société Absorbée sera inscrit au registre des associés de la Société Absorbante pour le nombre de parts sociales qu'il aura reçu à la Date de Réalisation de la fusion.

14. Il n'existe aucun associé ayant des droits spéciaux autres que ceux conférés par les parts sociales existantes ou de détenteurs de sûretés, auxquels la Société Absorbante entend conférer des droits spéciaux et aucun droit ou avantage particulier ne sera accordé aux gérants respectifs des Sociétés Fusionnantes et/ou experts désignés dans le cadre de cette fusion.

15. Toutes les opérations et les transactions de la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à partir du 30 avril 2010.

16. Tout associé a le droit pendant un mois à compter de la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, de prendre connaissance au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes des documents énumérés à l'article 267 (1) sous a) à e) de la Loi de 1915, et d'en obtenir copie intégrale sans frais.

17. Décharge pleine et entière peut être accordée au gérant de la Société Absorbée pour l'exercice de son mandat jusqu'à la Date de Réalisation.

18. La Société Absorbante assumera elle-même toutes les formalités, en ce comprises les publications telles que prescrites par la loi, qui sont nécessaires ou utiles à l'entrée en vigueur de la fusion ainsi que le transfert et la cession des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

19. A la Date de Réalisation, tous les droits et obligations de la Société Absorbée vis-à-vis des tiers seront pris en charge par la Société Absorbante. La Société Absorbante assumera en particulier toutes les dettes comme ses propres dettes et toutes les obligations de paiement de la Société Absorbée. Les droits et créances de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante avec l'intégralité des sûretés, soit in rem, soit personnelles, y attachées, le cas échéant.

20. Au cas où la transmission de certains contrats ou biens serait subordonnée à accord ou agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la Société Absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera la Société Absorbante au plus tard un mois avant le jour de l'assemblée générale extraordinaire des associés des Sociétés Fusionnantes qui devront être tenue conformément au point 5 ci-dessus.

21. A la Date de Réalisation, la Société Absorbante exécutera tous les contrats et obligations de la Société Absorbée de quelque nature qu'ils soient, tels qu'ils existent à la Date de Réalisation et se substituera à la Société Absorbée dans tous les droits et obligations résultant de ces contrats.

22. Les documents sociaux et registres de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période prescrite par la Loi de 1915.

23. Par effet de la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit et ses parts sociales émises seront annulées.

24. Les coûts engendrés par la fusion seront à charge de la Société Absorbante.

Documents disponibles pour consultation par l'associé:

Les documents suivants sont disponibles pour consultation par l'associé aux sièges sociaux des Sociétés Fusionnantes:

- le présent projet commun de fusion;
- les comptes annuels et rapports de gestion des 3 derniers exercices sociaux de chacune des Sociétés Fusionnantes;
- les états financiers intérimaires au 31 août 2010 de chacune des Sociétés Fusionnantes;
- le rapport explicatif du conseil d'administration de chacune des Sociétés Fusionnantes; et

#### *Information à l'attention des créanciers des Sociétés Fusionnantes*

Dans les 2 mois suivant la date de publication de la décision de l'associé des Sociétés Fusionnantes approuvant la fusion, les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont la créance est antérieure à cette date, peuvent demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale, la constitution de sûretés pour les créances échues ou non échues, au cas où l'opération de fusion rendrait cette protection nécessaire.

Le présent projet commun de fusion est rédigé en anglais suivi d'une version française; tel que convenu entre les comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Made in Luxembourg, in four (4) original copies out of which two (2) original copies are to be kept by the Merging Companies and two (2) additional copies are to be used for legal formalities purposes as necessary.

Dated October 26, 2010.

*For the sole manager of Caret Essen S.à r.l., For the sole manager of Caret Düsseldorf S.à r.l.*

Mr. Ely Michel Ruimy

*Sole Manager*

Place: Paris

Référence de publication: 2010144865/338.

(100165902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2010.

---

**Jubelade S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 60.131.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire de la société du 30 juin 2010*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2010 que:

H.R.T. REVISION S.A., une société anonyme ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 51.238, a été désignée en qualité de réviseur d'entreprises de la Société.

Luxembourg, le 30 juillet 2010.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010130269/18.

(100148533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**Statuto Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.326.

—  
On 2 November 2010,

The board of managers of Statuto Lux Holding S.à r.l. ("Statuto"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 95326 and having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as absorbing company,

and

the board of directors of Winchester Managers Limited ("Winchester"), an exempted company incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands, registered with the BVI Registrar of Companies under number 1383389 and having its registered office at 3461, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, as absorbed company,

have decided to submit to the shareholders of Statuto and Winchester the approval of this:

**MERGER PLAN**

The management bodies of Statuto and Winchester have prepared the following merger plan for the companies' participation in a cross-border merger (the "Merger") pursuant to Section XIV (Mergers) of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (the "Law") and Section 171 of the BVI Business Companies Act, 2004.

**1. The companies involved in the Merger.** The Merger involves Statuto and Winchester. At the time of adoption of this merger plan, Winchester is the sole owner of Statuto and Winchester is in its turn wholly-owned by Oglesby investments Limited, company incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at 3461, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

Statuto is a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 95326 and having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as absorbing company. Statuto has a share capital of EUR 12,500 represented by 500 shares having a par value of EUR 25 each.

Winchester is an exempted company incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands, registered with the BVI Registrar of Companies under number 1383389 and having its registered office at 3461, Road Town, Tortola,

British Virgin Islands, as absorbed company. Winchester has a share capital of USD 50,000 represented by 50,000 shares with a par value of USD 1 each.

Statuto intends to merge with Winchester by way of a merger by absorption, in accordance with articles 257 and following of the Law.

The Merger shall take place by Winchester transferring all its assets and its liabilities to Statuto, so that Statuto will be the absorbing company (the "Absorbing Company") and Winchester will be the absorbed company (the "Absorbed Company"). The Absorbing Company and the Absorbed Company shall together be referred to as the "Merging Companies".

The name, corporate form, articles of association and registered office of the Absorbing Company will remain unchanged after the Merger. The articles of association of the Absorbing Company are attached to this merger plan as Exhibit "A",

## **2. Background information on the Merger.**

### **2.1. Legal background**

Upon the effective date of the Merger, all the assets and liabilities of the Absorbed Company shall be automatically transferred to the Absorbing Company, and the Absorbed Company shall cease to exist as a result of the Merger.

Any claims and debts that may exist between the Merging Companies are cancelled upon the Merger. The Merger does not change the legal relationships between the Merging Companies and third parties, as these will after the Merger be considered to be legal relationships between the Absorbing Company and those third parties.

### **2.2. Purpose of the Merger**

The rationale for the proposed Merger is to:

1. reduce the Statuto group ("Group") structure complexity;
2. reduce functional duplication within the Group; and
3. rationalize the chain of control of the Group.

**3. The date on which the rights and obligations of the Absorbed Company will be included in the accounts of the Absorbing Company.** The Merger plan is based on balance sheets of the Absorbing and the Absorbed Companies as at 30 September 2010 (the "Closing Balance Sheets"). The description of the assets and liabilities to be transferred from the Absorbed Company to the Absorbing Company are laid down in the Closing Balance Sheets. The Absorbed Company does not own any real estate property or intellectual property rights.

The Merger shall be effective for accounting purposes as of the effective date of the Merger, from which date the rights and obligations of the Absorbed Company will be regarded as having been transferred to the Absorbing Company.

**4. Effective Date of the Merger.** The Merger shall become effective and final between the Merging Companies and vis-à-vis third parties on the date on which the sole shareholder's resolutions of the Absorbing Company approving the Merger are published in the Luxembourg official gazette (Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations), The Luxembourg Trade and Companies' Register will notify the BVI Registrar of Companies upon registration of the Merger in Luxembourg.

**5. Consideration.** There will be no shares issued to the shareholder of the Absorbed Company as a consequence of the transfer of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company.

The sole shareholder of the Absorbed Company shall receive in consideration for the transfer of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company all the shares in the share capital of the Absorbing Company. The share exchange ratio is based on the book values of the assets and liabilities of the Merging Companies.

All shares in the share capital of the Absorbed Company shall, as a result of the Merger, be automatically cancelled and cease to exist and the sole owner of the Absorbed Company will be after the implementation of the Merger, the sole owner of the entire share capital of the Absorbing Company,

**6. Special rights and advantages.** Neither the Absorbing Company nor the Absorbed Company have issued (i) securities other than shares or (ii) shares with special rights, so that no special rights or advantages may be granted in this respect by the Absorbed Company or the Absorbing Company in connection with the Merger.

Furthermore, no special rights or advantages shall be granted to members of the administration and management bodies of the Merging Companies.

**7. Employee Involvement.** The Absorbing Company has two employees and the Absorbed Company does not have any employee.

The employees of the Absorbing Company have been duly informed of the merger plan and the contemplated merger, including its consequences. The Merger will have no impact on the situation of these employees.

**8. Report of Independent experts.** In accordance with Article 266(5) of the Law, the shareholders of the Absorbing Company and of the Absorbed Company have waived the requirement of a report of independent expert on the merger plan.

**9. Report of the management.** In accordance with Article 265 of the Law, the board of managers of the Absorbing Company and the board of directors of the Absorbed Company have drafted a detailed written report on the Merger, setting out the reasons for the mergers, the anticipated operational effects on the activities of the merging entities, as well as the legal, economic and social implications of the mergers. A copy of the said report is at the disposal of the shareholders at the registered offices of the Merging Companies.

**10. Information regarding the Merger.** In accordance with Luxembourg Law, this Merger plan shall be published in the Luxembourg Official Gazette (Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations) at least one month before the respective sole shareholder of the Merging Companies resolve to approve the Merger and the merger plan.

At the registered offices of each of the Merging Companies, the following documents will be available for review by the companies' shareholders no later than one month before the sole shareholders of the Merging Companies resolve to approve the merger:

- Merger plan of the companies.
- Annual accounts of Statuto for the last 3 financial years.
- Annual accounts of Winchester for the last 3 financial years.
- Management report on the Merger.
- Closing Balance Sheets.

The resolutions of the sole shareholders of the Merging Companies approving the merger shall be taken shortly after the expiry of the one month waiting period starting upon publication of this merger plan in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

The creditors of the Absorbing Company and of the Absorbed Company shall be entitled to request the provision of collateral pursuant to Article 268 of the Law and may obtain, free of charge, complete information regarding the procedure to be followed to exercise their rights as creditors of the Absorbing Company and/or Absorbed Company at the following address: 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

This merger plan is worded in English followed by a French translation; and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

Le 2 novembre 2010,

Le conseil de gérance de Statuto Lux Holding S.à r.l. («Statuto»), une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 95326 et ayant son siège social au L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que société absorbante,

et,

Le conseil de gérance de Winchester Managers Limited («Winchester»), une société constituée et existante sous les lois des Iles Vierges britanniques, inscrite au Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1383389 et ayant son siège social au 3461, Road Town, Tortola, Iles Vierges britanniques, en tant que société absorbée,

ont décidé de soumettre à l'approbation des actionnaires de Statuto et de Winchester ce:

#### **«PROJET DE FUSION»**

Les organes de gestion de Statuto et Winchester ont préparé le projet de fusion suivant concernant la participation des Sociétés à une fusion transfrontalière (la «Fusion») conformément à la Section XIV (fusions) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la «Loi») et Section 171 du BVI Business Companies Act, 2004.

**1. Les sociétés concernées.** La Fusion concerne Statuto et Winchester. Au moment de l'adoption de ce projet de fusion, Winchester est l'unique propriétaire de Statuto et Winchester est quant à elle détenue exclusivement par Oglesby Investments Limited, une société constituée et existante sous les lois des Iles Vierges britanniques, ayant son siège social au 3461, Road Town, Tortola, Iles Vierges britanniques,

Statuto est une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 95326 et ayant son siège social au L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que société absorbante. Statuto a un capital social de 12.500 EUR représenté par 500 parts sociales ayant une valeur nominale de 25 EUR chacune.

Winchester est une société constituée et existant sous les lois des Iles Vierges britanniques, inscrite au Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1383389 et ayant son siège sociale au 3461, Road Town, Tortola, Iles Vierges britanniques, en tant que société absorbée. Winchester a un capital social de 50.000 USD représenté par 50.000 actions ayant une valeur nominale de USD 1 chacune.

Statuto a l'intention de fusionner avec Winchester par le biais d'une fusion par absorption, conformément aux articles 257 et suivants de la Loi.

La Fusion sera effectuée par le transfert par Winchester de tous ses actifs et passifs à Statuto, de sorte que Statuto sera la société absorbante (la «Société Absorbante») et Winchester sera la société absorbée (la «Société Absorbée»). La Société Absorbante et la Société Absorbée seront ci-dessous ensemble désignées comme les «Sociétés Fusionnantes»,

La dénomination sociale, la forme sociale, les statuts et le siège social de la Société Absorbante resteront inchangés après la Fusion, Les statuts de la Société Absorbante seront joints au présent projet de fusion comme Annexe «A».

## 2. Eléments de référence sur la Fusion.

### 2.1. Eléments de références juridiques

A la date effective de la Fusion, tous les éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée seront automatiquement transférés à la Société Absorbante et la Société Absorbée cessera d'exister.

Toute créance et dette qui peut exister entre les Sociétés Fusionnantes sont annulées suite à la Fusion. La Fusion ne modifie pas les relations juridiques entre les Sociétés Fusionnantes et les tiers, étant donné que celles-ci seront considérées après la Fusion comme les relations juridiques entre la Société Absorbante et ces tiers.

### 2.2. But de la Fusion

Les objectifs recherchés au travers de la Fusion sont les suivants:

1. réduire la complexité de la structure du groupe Statuto («Groupe»);
2. réduire les doublons fonctionnels au sein du Groupe; et
3. rationaliser la chaîne de contrôle du Groupe.

**3. La date à laquelle les droits et obligations de la Société Absorbée seront inclus dans les comptes de la Société Absorbante.** Le projet de Fusion est basé sur les bilans des Société Absorbante et Absorbée en date du 30 septembre 2010 (les «Bilans de Clôture»). La description de l'actif et du passif à transférer de la Société Absorbée vers la Société Absorbante est prévue dans les Bilans de Clôture. La Société Absorbée ne possède aucun bien immobilier ni aucun droit de propriété intellectuelle.

La Fusion sera effective d'un point de vue comptable à la date effective de la Fusion, date à partir de laquelle les droits et obligations de la Société Absorbée seront considérés comme ayant été transférés à la Société Absorbante.

**4. Date Effective de la Fusion.** La Fusion deviendra effective et finale entre les Sociétés Fusionnantes et vis-à-vis des tiers à la date à laquelle les résolutions de l'associé unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion seront publiées dans la Gazette Officielle Luxembourgeoise (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations). Le Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg notifiera le Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques dès l'enregistrement de la Fusion au Luxembourg.

**5. Contrepartie.** Il n'y aura pas d'émission de parts sociales aux associés de la Société Absorbée en conséquence du transfert de l'actif et du passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante,

L'associé unique de la Société Absorbée recevra en contrepartie du transfert de l'actif et du passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante toutes les parts sociales du capital social de la Société Absorbante. Le ratio d'échange des parts sociales est basé sur la valeur comptable de l'actif et du passif des Sociétés Fusionnantes.

Toutes les parts sociales du capital social de la Société Absorbée devront, du fait de la Fusion, être automatiquement annulées et cesseront d'exister et l'unique propriétaire de la Société Absorbée deviendra après l'entrée en vigueur de la Fusion, l'unique propriétaire de la totalité du capital social de la Société Absorbante.

**6. Droits spéciaux et avantages.** Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis (i) de titres autres que des parts sociales ou (ii) des parts sociales avec droits spéciaux, de sorte qu'aucun droit ou avantage particulier ne peut être accordé à cet égard par la Société Absorbante ou la Société Absorbée dans le cadre de la Fusion.

En outre, aucun droit spécial ou avantage particulier ne sera accordé aux membres des organes d'administration et de gestion de la Société Absorbante.

**7. Investissement du personnel.** La Société Absorbante a deux employés et la Société Absorbée, quant à elle, n'en a aucun.

Les employés de la Société Absorbante ont été dûment informés du projet de fusion et de la fusion envisagée, y compris des conséquences en découlant. La Fusion n'aura pas d'incidence sur la situation de ces employés.

**8. Rapport d'experts indépendants.** Conformément aux articles 265 et suivants de la Loi, les actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée ont renoncé à l'exigence d'un rapport d'experts indépendants concernant le projet de fusion.

**9. Rapport de gestion.** Conformément à l'article 265 de la Loi, les conseils de gérance de la Société Absorbante et [le conseil d'administration] de la Société Absorbée ont dressé un rapport détaillé sur la fusion, exposant les raisons de la Fusion, les effets opérationnels anticipés sur les activités des entités fusionnantes, ainsi que les implications légales, économiques, et sociales de la fusion, Une copie dudit rapport est à la disposition des associés aux sièges sociaux de chacune des Sociétés Fusionnantes.

**10. Informations concernant la Fusion.** Conformément à la Loi luxembourgeoise ce projet de Fusion doit être publié dans la Gazette Officielle luxembourgeoise (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) au moins un mois avant les résolutions des associés uniques respectifs des Sociétés Fusionnantes, décidant de la fusion.

Aux sièges sociaux de chacune des Sociétés Fusionnantes, les documents suivants seront à la disposition des associés des sociétés pour révision pas plus tard qu'un mois avant les résolutions des associés uniques respectifs des Sociétés Fusionnantes décidant de la fusion:

- Projet de fusion des sociétés.
- Comptes annuels de Statuto des trois dernières années comptables.
- Comptes annuels de Winchester des trois dernières années comptables.
- Rapports de gestion sur la Fusion.
- Bilan de Clôture

Les résolutions des associés uniques respectifs des Sociétés Fusionnantes approuvant la fusion se tiendront peu après l'expiration de la période d'attente d'un mois commençant dès la publication de ce projet de fusion dans la Gazette Officielle luxembourgeoise (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations),

Les créanciers de la Société Absorbante et de la Société Absorbée seront en droit de demander la constitution d'une garantie conformément à l'article 268 de la Loi and pourront obtenir, gratuitement, des Informations complètes concernant sur procédure à suivre pour exercer leurs droits en tant que créanciers de la Société Absorbante et/ou de la Société Absorbée à l'adresse suivante: 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Le présent plan de fusion est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Statuto Lux Holding S.à r.l. / Winchester Managers Limited  
Marjoleine van Oort / Robin Naudin ten Cate  
Manager / Director

EXHIBIT A: Articles of association of Statuto Lux Holding S.à r.l.

STATUTS COORDONNES  
A LA DATE DU 22 DECEMBRE 2006

**Art. 1. Form, Name.** There is formed a corporation in the form of a société à responsabilité limitée, under the name of "Statuto Lux Holding S.à r.l.".

**Art. 2. Duration.** The Corporation is established for an unlimited duration. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 18 hereof.

**Art. 3. Object.** The object of the Corporation is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or In any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind as well as of partnership interests, and the ownership, administration, development and management of Its portfolio.

The Corporation may participate in the establishment and development of any Industrial or commercial enterprises and may render them every assistance whether by way of loans or otherwise.

The Corporation may borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures and of any other instruments, Including convertible bonds, provided ft may not proceed to a public issue of such debt Instruments.

In a general fashion it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5. Capital - Shares and share certificates.** The corporate capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12,500.- EUR) divided into five hundred (500) shares with a par value of TWENTY-FIVE EURO (25.- EUR) per share.

All or any shares may only be transferred or devolved in conformity with the consents required by Article 189 of the law of August 10, 1915. Such consents must be refused if the transfer is not in compliance with any agreement among

shareholders which has been duly notified to the Corporation, but such, consent cannot be withheld if a proposed transfer does not conflict with any such agreement,

A transfer of shares shall be effected by notarial deed or by private deed. Transfer of shares will only be binding upon the Corporation or third parties following a notification to the Corporation or an acceptance as provided in Article 1690 of the Civil Code.

**Art. 6. Increase of capital.** The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article 18 hereof, as long as the Corporation is a single-shareholder corporation, or in Article 19 hereof, if more than one shareholders shall hold the shares of the Corporation.

**Art. 7. Meetings of shareholders - General.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Meetings shall be called by the directors by convening notice addressed by registered mail to shareholders at least ten days prior to, the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram or telex.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shares outstanding.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

To the extent permitted by law resolutions of shareholders may be validly taken in writing by all the shareholders without a meeting. Such approval may be in a single or in several separate documents.

**Art. 8. Annual general meeting of shareholders.** The annual general meeting of shareholders shall be convened to be held in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on a date fixed by the director(s). The annual meeting need not be held if the shareholders resolve about all items on the agenda of ordinary general meeting by circular resolution.

**Art. 9. Directors.** The Corporation shall be managed by one or more directors who need not be shareholders of the Corporation. In the case of several directors, the Corporation is managed by a board of directors composed of category A directors and category B directors.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting for a period of one year and shall hold office until their successors are elected. A director may be removed at any time with or without cause and replaced by resolution adopted by the shareholders.

**Art. 10. Procedures of meeting of the board.** The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from, among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax, cable, telegram or telex of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram or telex another director as his proxy.

A director may attend at and be considered as being present at a meeting of the board of directors by means of a telephone conference or other telecommunications equipment by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In the event that any director of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

Resolutions of the board of directors shall be validly taken if approved in writing by all the directors. Such approval may be in a single or in several separate documents.

**Art. 11. Minutes of meetings of the board.** The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any director.

**Art. 12. Powers of the directors.** The directors are vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the directors.

If the directors act as a board, they may delegate their powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and the representation of the Corporation for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of shareholders, to any member or members of the board of directors who may constitute committees deliberating under such terms as the board of directors shall determine. The directors may also confer all powers and special mandates to any other person, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

**Art. 13. Binding signatures.** The Corporation will be bound in all circumstances by the sole signature of any category A director or the joint signature of one category A director and one category B director or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the directors.

**Art. 14. Statutory Auditor.** The shareholders may resolve that the operations of the Corporation shall be supervised by a statutory auditor. Such statutory auditor need not be a shareholder and shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders.

Any statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

**Art. 15. Accounting year.** The accounting year of the Corporation shall begin on the first day of January and shall terminate on the 31st day of December of each year.

**Art. 16. Appropriation of profits.** From the annual net profits of the Corporation, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10 %) of the subscribed capital of the Corporation.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the directors, declare dividends from time to time.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Corporation.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Corporation on behalf of holders of shares.

**Art. 17. Dissolution and Liquidation.** In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

**Art. 18.** If, and as long as one associate holds all the shares, the Company shall exist as a single shareholder Company, pursuant to article 179 (2) of the law on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 19. Amendment of Articles.** These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

**Art. 20. Governing law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies and amendments thereto.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, dénomination.** Il est formé une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée, sous la dénomination de «Statuto Lux Holding S.à r.l.».

**Art. 2. Durée.** La société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par une décision des associés délibérant dans les conditions requises pour un changement de ces statuts telles que prévues à l'article 18.

**Art. 3. Objet.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de titres d'emprunt et d'autres valeurs de toutes espèces, ainsi que des participations dans des sociétés de personnes et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à l'établissement et au développement de toutes entreprises Industrielles ou commerciales et leur prêter assistance soit par voie de prêts ou de toute autre manière.

La société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et émettre des obligations et des certificats d'emprunt pourvu qu'elle ne procède pas à l'émission publique de tels titres représentatifs d'emprunt.

D'une manière générale, elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social de la société est établi dans la ville de Luxembourg. Par décision de la gérance la société pourra créer, tant, dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger des filiales ou autres agences.

Au cas où la gérance déciderait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ont eu lieu ou sont imminents, qui viendraient compromettre l'activité normale de la société au siège social, ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure temporaire puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

**Art. 5. Capital souscrit - Parts.** Le capital souscrit est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (25,- EUR) chacune,

Tout ou partie des parts ne peuvent être transférées entre vifs ou à cause de mort que moyennant le consentement requis par l'article 189 de la loi du 10 août 1915. Ce consentement doit être refusé si le transfert est contraire à un accord entre associés qui a été dûment notifié à la société et ce consentement ne peut être refusé si un transfert envisagé n'est pas contraire à un tel accord.

Un transfert de parts peut être effectué par acte notarié ou par acte sous seing privé. Un transfert de parts est seulement opposable à la société ou au tiers suite à la signification à la société ou par acceptation conformément à l'article 1690 du Code Civil.

**Art. 6. Augmentation de capital.** Le capital de la société peut être augmenté ou réduit par une décision des associés prise dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 18 pour la modification des présents statuts.

**Art. 7. Assemblées des associés - Généralités.** Toute assemblée régulièrement constituée des associés de la société représente tous les associés de la société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier des actes en rapport avec les opérations de la société.

Les assemblées seront convoquées par la gérance moyennant convocations adressées aux associés par lettres recommandées au moins dix jours avant l'assemblée.

Chaque part a droit à une voix. Tout associé pourra agir à toute assemblée des associés en déléguant une autre personne comme son représentant par écrit, télécopie, câble, télégramme ou télex.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises aux assemblées des associés dûment convoquées seront adoptées à la majorité simple des parts en circulation.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalables.

Dans la mesure permise par la loi des décisions des associés peuvent être valablement prises sans réunion par un écrit signé par tous les associés. Pareille approbation peut résulter d'un document unique ou de plusieurs documents séparés.

**Art. 8. Assemblée générale annuelle des associés.** L'assemblée générale annuelle des associés se tient à Luxembourg, au siège social de la société, ou à tel autre endroit à Luxembourg, qui sera précisé dans la convocation, à une date fixée par la gérance.

L'assemblée annuelle n'a pas besoin d'être tenue si les associés prennent des résolutions sur tous les points de l'ordre du jour d'une assemblée ordinaire par voie circulaire.

**Art. 9. Gérance.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. En cas de pluralité de gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance composé de gérants de catégorie A et de gérants de catégorie B.

Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés pour une durée d'un an et rempliront leurs fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Un gérant peut être révoqué à tout moment avec ou sans motif et remplacé par une décision adoptée par tes associés.

**Art. 10. Déroulement d'une réunion du conseil.** Le conseil de gérance élira parmi ses membres un président et peut élire parmi ses membres un vice-président. Il peut également élire un secrétaire qui n'a pas besoin d'appartenir au conseil de gérance, qui sera responsable des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux gérants à la place indiquée dans la convocation de la réunion.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et du conseil de gérance, mais en son absence les associés ou le conseil de gérance peuvent nommer un autre membre du conseil de gérance comme président "pro tempore" par un vote majoritaire de ceux présents à une telle réunion.

Les membres du conseil de gérance recevront une convocation écrite pour toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre heures avant une telle réunion, à moins d'événements urgents auquel cas la nature de ces événements sera précisée dans la convocation. Cette convocation peut être supprimée par le consentement par écrit, télécopie, câble, télégramme ou télex de chaque gérant. Pour des réunions individuelles tenues en place et lieu prévus à l'avance par un calendrier adopté par une décision du conseil de gérance, des convocations individuelles ne sont pas requises.

Chaque gérant peut agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant comme son fondé de pouvoir.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Toute décision du conseil de gérance sera prise par une majorité des votes des gérants présents ou représentés à une telle réunion.

Au cas où un gérant ou un directeur de la société aurait un intérêt personnel dans une transaction de la société (intérêt autre que celui dû à sa fonction de gérant, de directeur ou d'employé de l'autre partie contractante) ce gérant ou directeur informera le conseil de gérance de cet intérêt personnel et ne votera ou décidera pas sur cette transaction, et il sera rendu compte de l'intérêt du gérant ou du directeur dans cette transaction à la prochaine assemblée des associés.

Les résolutions du conseil de gérance pourront être valablement prises si elles sont approuvées par écrit par tous les gérants. Pareille approbation pourra être contenue dans un seul ou plusieurs documents.

**Art. 11. Procès-verbaux des réunions du conseil.** Le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance sera signé par le président ou en son absence par le président pro tempore qui a présidé la réunion.

Les copies ou les extraits de tels procès-verbaux qui sont présentés lors de procédures judiciaires ou autres seront signés par un gérant.

**Art. 12. Pouvoirs du conseil.** La gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les présents statuts à l'assemblée générale relèvent de la compétence de la gérance,

Si les gérants constituent un conseil, ils peuvent déléguer les pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la société et la représentation de la société lors de la conduite de ces affaires, avec l'accord préalable de l'assemblée générale des associés, à tous membres du conseil de gérance qui peuvent constituer des comités délibérant aux conditions fixées par le conseil de gérance. Les gérants peuvent également déléguer tous pouvoirs et des mandats spéciaux à toutes personnes, nommer et révoquer tous directeurs et employés et fixer leurs émoluments.

**Art. 13. Signatures engageant la société.** La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant de la catégorie A ou par la signature conjointe d'un gérant de la catégorie A et d'un gérant de la catégorie B ou par la signature conjointe de toutes personnes auxquelles ce pouvoir aura été délégué par les gérants.

**Art. 14. Commissaire aux comptes.** Les associés peuvent décider que les opérations de la société soient surveillées par un commissaire aux comptes qui n'a pas besoin d'être associé. Le commissaire aux comptes est élu par l'assemblée générale annuelle des associés pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle des associés.

Le commissaire aux comptes en place peut être révoqué par les associés à tout moment avec ou sans motif.

**Art. 15. Année comptable.** L'année comptable de la société commencera le premier jour de janvier et prendra fin le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 16. Affectation des bénéfices.** Chaque année cinq pour cent (5 %) des bénéfices annuels nets de la société sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital souscrit de la société.

Sur recommandation de la gérance, l'assemblée générale des associés déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut, sans jamais excéder les montants proposés par la gérance, décider en temps opportun du versement de dividendes.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, dans les conditions prévues par la loi, sur décision de la gérance.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise décidée par la gérance en temps et lieu qu'il appartiendra.

La gérance peut prendre une décision finale quant au cours applicable pour traduire les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé pour une part pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamée par le propriétaire d'une telle part, sera perdu pour celui-ci, et retournera à la société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la société pour le compte des propriétaires de parts.

**Art. 17. Dissolution et liquidation.** En cas de dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes morales ou physiques) nommés par l'assemblée des associés procédant à cette liquidation et qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 18. Changement des statuts.** Ces statuts peuvent être modifiés par une assemblée des associés aux conditions de quorum et de règlements de vote précisés par la loi luxembourgeoise.

**Art. 19. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, seront réglées conformément à la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle que modifiée par la suite.

Belvaux, le 2 février 2007.

Pour copie conforme des statuts coordonnés

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2010145571/482.

(100166430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2010.

---

**Ahrenkiel Shipmanagement (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 117.874.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and ten , on the ninth September.

Before Maître Aloyse BIEL, notary residing in Esch/Alzette.

THERE APPEARED:

The company AHRENKIEL SHIPMANAGEMENT Gmbh & Co KG with registered office in D-20095 Hamburg , 8 Burchardstrasse,

here duly represented by its director "Verwaltung Ahrenkiel Shipmanagement GmbH", with registered office in Hamburg,

represented by the joint signature of Mr Frank WESTPHAL, shipbroker, with business address at D-20095 Hamburg, 8 Burchardstrasse and Mr Christian SUHR, Master Mariner, with business address at D-20095 Hamburg, 8 Burchardstrasse, here duly represented here by Mr. Filip DE WILDE, employee, with business address at L-2146 Luxembourg, 63-65 rue de Merl by virtue of a proxy given in Hamburg, under private seal the 30<sup>th</sup> June 2010,

said proxy initialled "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Which appearing company has requested the executive notary to place on record as follows:

I. That there exists a public limited company (société anonyme) under the name «AHRENKIEL SHIPMANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.», with registered office in L-2146 Luxembourg, 63-65 Rue de Merl, incorporated according to a deed drawn up on 29. June 2006 by Maître Aloyse BIEL, and published in the official journal Mémorial Recueil Spécial C number 1753 dated 20. September 2006.

II. That the corporate capital integrally subscribed and paid up in cash is set at thirty one thousand euros (31.000,- €), represented by one hundred shares (100) having a par value of three hundred and ten euros (310).

III. That the undersigned has subsequently become the owner of all the corporate shares.

IV. That in the capacity of sole shareholder, the undersigned expressly declares to dissolve and liquidate the company as from the present day, as the company has ceased all activities.

V. That the undersigned is perfectly aware of the financial situation and of the articles of incorporation of the company.

VI. That the undersigned, as sole shareholder, considering itself as the liquidator, declares having paid or credited all the liabilities of the company and that it shall be personally liable for any debts of the company, and for all its commitments, even if they were to be unknown on the present day.

VII. That the undersigned expressly grants discharge to the directors and to the statutory auditor for the carrying out of their mission until the date of the notarial instrument.

VIII. That the undersigned hands over personally to the public notary with the shareholders' register of the company for destruction.

IX. That, therefore, the liquidation of the company is completed.

X. That the records and documents of the company will be kept for a term of five (5) years at the former registered office of the company at L-2146 Luxembourg, 63-65 Rue de Merl.

*Assessment of the costs:*

The amount of the costs, expenses, and charges in any form, which fall to the company or are charged to it on the grounds of the present deed, amount to the sum of eight hundred euros (800.-€).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will be prevailing.

Whereof the present notary deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le neuf septembre

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch/Alzette.

**A COMPARU:**

La société AHRENKIEL SHIPMANAGEMENT Gmbh & Co.KG, avec siège social à D-20095 Hamburg, 8 Burchards-trasse,

Dûment représentée par son directeur la société «Verwaltung Ahrenkiel Shipmanagement GmbH, avec siège social à Hamburg, elle-même représentée par la signature conjointe de Monsieur Frank WESTPHAL, Shipbroker, demeurant professionnellement à D-20095 Hamburg, 8 Burchardstrasse, et Monsieur Christian SUHR, Master Mariner, demeurant professionnellement à D- 20095 Hamburg, 8 Burchardstrasse,

ici dûment représentés par Monsieur Filip DE WILDE, employé privé, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65 rue de Merl, en vertu d'un pouvoir sous seing-privé lui délivré à Hamburg, le 30<sup>th</sup> juin 2010,

lequel pouvoir, après avoir été signé ne varietur par son porteur et le notaire soussigné, restera annexé aux présentes aux fins de formalisation.

Laquelle société représentée comme il vient d'être dit a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Qu'il existe une société anonyme sous la dénomination de «AHRENKIEL SHIPMANAGEMENT (Luxembourg) S.A.», avec siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65 Rue de Merl, constituée par un acte reçu par le notaire Aloyse BIEL, en date du 29 juin 2006, publié au Mémorial Recueil Spécial C, numéro 1753 du 20 septembre 2006,

II. Que le capital social intégralement souscrit et libéré est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) représenté par cent actions (100) avec une valeur nominale de trois cent dix euros (310.-€) chacune.

III. Que la soussignée est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la société.

IV. Qu'en tant que seul actionnaire, la soussignée déclare expressément dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

V. Que la soussignée connaît parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

VI. Que la soussignée, actionnaire unique, se considérant comme le liquidateur, déclare avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, inconnus à ce jour.

VII. Que la soussignée donne décharge expresse aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

VIII. Que la soussignée remet au notaire le livre des actionnaires pour destruction.

IX. Que partant la liquidation de la société est achevée.

X. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'ancien siège social de la société, à L- 2146 Luxembourg, 63-65 Rue de Merl

*Évaluation des frais:*

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de huit cents euros (800.-€).

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte a été rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: De Wilde , Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 14 septembre 2010 Relation: EAC/ 2010/ 10950 Reçu soixante-quinze euros 75,00.-  
€

Le Receveur (signé): Santioni

POUR EXPEDITION CONFORME, Délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 30 septembre 2010

Référence de publication: 2010130115/102.

(100148856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

**Arlington Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.945.

In the year two thousand ten, on the twenty-second day of September,  
Before Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared the following:

BERKELEY LUXEMBOURG S.à r.l., a company incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of Luxembourg, having a share capital set at USD 35,000.-, with registered office at 46A, avenue J.-F. Kennedy, L1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 154.898, acting in its capacity as the manager of Arlington Luxembourg S.C.A. (the "Company"), a company incorporated as société en commandite par actions under the laws of Luxembourg by a notarial deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, having its registered office at 46A, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 154.945, hereafter the "Manager",

represented by Mr. Alexander Koch, lawyer, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal, which, after having been initialed and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, represented as stated above, has requested the notary to record its declarations and statements as follows:

I. That the subscribed share capital of the Company is presently set at fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-) divided into twenty thousand (20,000) shares of the unlimited shareholder (the "Unlimited Shares") and thirty thousand (30,000) shares of the limited shareholders (the "Limited Shares", together with the Unlimited Shares, the "Ordinary Shares") in registered form, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

II. That pursuant to article 5 of the Company's articles of association (the "Articles"), the Manager is authorized to increase the current share capital by up to forty thousand United States Dollars (USD 40,000.-) ("Authorized Capital"), by issue of up to forty thousand (40,000) new Ordinary Shares and up to the number of mandatory redeemable preferred shares as listed and described hereafter (collectively the "MRPS", together with the Ordinary Shares, the "Shares"), all in registered form with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, and having the rights as set out in the Articles:

- (a) Ten (10) class A mandatory redeemable preferred share (the Class A MRPS);
- (b) Ten (10) class B mandatory redeemable preferred share (the Class B MRPS);
- (c) Ten (10) class C mandatory redeemable preferred share (the Class C MRPS);
- (d) Ten (10) class D mandatory redeemable preferred share (the Class D MRPS);
- (e) Ten (10) class E mandatory redeemable preferred share (the Class E MRPS);
- (f) Ten (10) class F mandatory redeemable preferred share (the Class F MRPS);
- (g) Ten (10) class G mandatory redeemable preferred share (the Class G MRPS);
- (h) Ten (10) class H mandatory redeemable preferred share (the Class H MRPS);
- (i) Ten (10) class I mandatory redeemable preferred share (the Class I MRPS); and
- (j) Ten (10) class J mandatory redeemable preferred share (the Class J MRPS).

III. That pursuant to the same article 5, the Manager has been authorized to

(i) limit or waive the Company's shareholders' preferential subscription rights to the new Shares and determine the persons authorized to subscribe to the new Shares; and

(ii) record by way of a notarial deed each share capital increase and amend the share register accordingly.

IV. That the Manager, by resolution of the board of managers of the Manager passed on 22 September 2010 (the "Board Resolution") in accordance with the authority conferred to it according to article 5 of the Articles, increased the subscribed capital of the Company by the amount of one (1) United States Dollar (USD 1.-), so as to raise the subscribed capital from its present amount of fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-) divided into twenty thousand

(20,000) Unlimited Shares and thirty thousand (30,000) Limited Shares, to fifty thousand one United States Dollars (USD 50,001.-), divided into twenty thousand (20,000) Unlimited Shares, thirty thousand (30,000) Limited Shares and one (1) Class A MRPS, all in registered form with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, by the creation and issue of one (1) Class A MRPS with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-).

V. That still pursuant to the powers conferred to the Manager according to article 5 of the Articles, the Manager, by said Board Resolution, waived the preferential subscription right of the Manager, acting as the manager of the Company and as limited shareholder of the Company, to the newly issued Class A MRPS.

VI. That still pursuant to the powers conferred to the Manager according to article 5 of the Articles, the Manager, by said Board Resolution, determined the other limited shareholder of the Company, i.e. Hamilton Standard Canada, Inc., a company incorporated under the laws of Quebec (Canada), with registered office at 1000 De La Gauchetière Street West, Suite 900, Montreal, Quebec H3B 5H4, registered with the Enterprise Register of Canada under the number 1140742322 (the "Limited Shareholder") to be authorized to subscribe the one (1) Class A MRPS and accepted the subscription by the Limited Shareholder of the one (1) Class A MRPS with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) as well as the full payment in cash (the "Payment") of this Class A MRPS and a share premium in the amount of fifteen million nine hundred ninety nine thousand nine hundred ninety nine United States Dollars (USD 15,999,999.-) in the total amount of sixteen million United States Dollars (USD 16,000,000.-).

VII. That the abovementioned one (1) Class A MRPS with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) has thus been entirely subscribed and fully paid up together with a share premium in the amount of fifteen million nine hundred ninety nine thousand nine hundred ninety nine in the total amount United States Dollars (USD 15,999,999.-) by the Payment. Payment of the abovementioned funds has been acknowledged and confirmed by the Manager.

VIII. That as a consequence of the above mentioned increase of the subscribed share capital, article 5.1 of the Articles is therefore amended and shall forthwith read as follows:

" **5.1.** The share capital is equal to fifty thousand one United States Dollars (USD 50,001.-) represented by twenty thousand (20,000) shares of the Unlimited Shareholder (herein defined as "Unlimited Shares"), thirty thousand (30,000) of the Limited Shareholders (herein defined as "Limited Shares", together with the Unlimited Shares, herein defined as the "Ordinary Shares") and one (1) Class A mandatory redeemable preferred share of the MRPS Shareholder ("Class A MRPS"), all in registered form with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid-up. "

#### *Valuation - Expenses*

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately one thousand eight hundred euro (1.800.-EUR).

The associate(s) declare(s), pursuant to the law of 12th November 2004 and its subsequent revisions, to be the true beneficiary(ies) of the Company to which the present document relates and certify(ies) that the funds/assets/rights to be used for paying up the share capital are not derived from, and that the company shall not undertake any activity constituting a breach set out in Article 506-1 of the Penal Code, and Article 8-1 of the revised law of 19<sup>th</sup> February 1973 related to the sale of medicinal substances and the fight against drug addiction (anti-money laundering) or acts of terrorism as defined in the Art. 135-1 of the Penal Code (financing of terrorism), respectively.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille dix, le vingt-deux septembre,

Par devant Nous, Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

BERKELEY LUXEMBOURG S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, ayant un capital social de USD 35.000.-, ayant son siège social à 46A, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.898, agissant en sa qualité de gérant de Arlington Luxembourg S.C.A. (la "Société"), une société en commandite par actions constituée selon les lois du Luxembourg, suivant acte notarié de Maître Léonie Grethen, notaire résidant à Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, ayant son siège social à 46A, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.945, ci-après le "Gérant",

représentée par Maître Alexander Koch, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en vertu d'une procuration donné sous seing privé, qui, après avoir été paraphée et signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Laquelle partie, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations et constatations comme suit:

I. Que le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50.000,-) divisé en vingt mille (20.000) actions de l'actionnaire commandité (les "Actions Commanditées") et trente mille (30.000) actions des actionnaires commanditaires (les "Actions Commanditaires", ensemble avec les Actions Commanditées, les "Actions Ordinaires") actions nominatives, d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) par action, toutes souscrites et intégralement payées.

II. Qu'en vertu de l'article 5 des statuts de la Société (les "Statuts"), le Gérant est autorisé à augmenter l'actuel capital social jusqu'à quarante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 40.000,-) ("Capital Autorisé"), par l'émission jusqu'à quarante mille (40.000) nouvelles Actions Ordinaires et jusqu'au nombre d'actions préférentielles obligatoirement rachetables telles que listées et décrites ci-après (collectivement les "APOR", ensemble avec les Actions Ordinaires, les "Actions"), toutes nominatives avec une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune, et ayant les droits fixés par les Statuts:

- (a) Dix (10) classe A action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes A APOR);
- (b) Dix (10) classe B action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes B APOR);
- (c) Dix (10) classe C action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes C APOR);
- (d) Dix (10) classe D action préférentielle obligatoirement rachetables (les Classes D APOR);
- (e) Dix (10) classe E action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes E APOR);
- (f) Dix (10) classe F action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes F APOR);
- (g) Dix (10) classe G action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes G APOR);
- (h) Dix (10) classe H action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes H APOR);
- (i) Dix (10) classe I action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes I APOR); et
- (j) Dix (10) classe J action préférentielle obligatoirement rachetable (les Classes J APOR).

III. Qu'en vertu du même article 5, le Gérant a été autorisé à

(i) limiter ou déroger au droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société aux nouvelles Actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux nouvelles Actions; et

(ii) acter par acte notarié chaque augmentation de capital et modifier les registres des actionnaires en conséquence.

IV. Que le Gérant, par résolution du conseil de gérance du Gérant adoptée le 22 septembre 2010 (le "Résolution du Conseil") conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 5 des Statuts, a réalisé une augmentation du capital souscrit de la Société d'un montant d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-), en vue de porter le capital souscrit de son montant actuel de cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50.000,-), divisé en vingt mille (20.000) Actions Commanditées et trente mille (30.000) Actions Commanditaires, à cinquante mille et un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50.001,-) divisé en vingt mille (20.000) Actions Commanditées, trente mille (30.000) Actions Commanditaires et une (1) Classe A APOR, toutes nominatives avec une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune, par la création et l'émission d'un (1) Classe A APOR ayant une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-).

V. Que toujours conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 5 des Statuts, le Gérant, par ladite Résolution du Conseil, a dérogé au droit préférentiel de souscription du Gérant, agissant en sa qualité de gérant de la Société et d'actionnaire commanditaire de la Société, à la Classe A APOR nouvellement émise.

VI. Que toujours conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 5 des Statuts, le Gérant, par ladite Résolution du Conseil, a permis à l'autre actionnaire commanditaire de la Société, c'est-à-dire Hamilton Standard Canada, Inc., une société constituée selon les lois de Québec (Canada), ayant son siège social à 1000 De La Gauchetière Street West, Suite 900, Montréal, Québec H3B 5H4, enregistrée au Registre des Entreprises du Canada sous le numéro 1140742322 (l'"Actionnaire Commanditaire") d'être autorisé à souscrire la (1) Classe A APOR et a accepté la souscription par l'Actionnaire Commanditaire de la (1) Classe A APOR ayant une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) ainsi que le paiement intégral en espèce (le "Paiement") de cette Classe A APOR et une prime d'émission d'un montant de quinze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 15.999.999,-) d'un montant total de seize millions dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 16.000.000,-).

VII. Que la (1) Classe A APOR mentionnée ci-dessus ayant une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) a ainsi été entièrement souscrit et intégralement payé ensemble avec une prime d'émission d'un montant de quinze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 15.999.999,-) par le Paiement. Le paiement des fonds mentionnés ci-dessus a été reconnu et confirmé par le Gérant.

VIII. Que suite à la réalisation de l'augmentation du capital social souscrit mentionnée ci-dessus, l'article 5.1 des Statuts est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la société est égal à cinquante mille et un dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50.001,-) représenté par vingt mille (20.000) actions de l'Actionnaire Commandité (ci-après définies comme "Actions Commandités"), trente mille (30.000) actions des Actionnaires Commanditaires (ci-après définies comme "Actions Commanditaires",

ensemble avec les Actions Commandités, ci-après définies les "Actions Ordinaires"), et une (1) Classe A action préférentielle obligatoirement rachetable ("Classe A APOR"), actions nominatives, ayant une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune, toutes souscrites et intégralement payées.»

*Evaluation - Frais*

Les frais, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à environ mille huit cents euro (1.800.-EUR).

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 1351 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite au comparant, le comparant susmentionné a signé avec Nous, notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Koch, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2010. Relation: LAC/2010/41567. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 30 septembre 2010.

Référence de publication: 2010130123/189.

(100148253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

**Valto S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 148.716.

L'an deux mille dix,

le vingt-deux septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

Monsieur Simon TIMSIT, administrateur de sociétés, demeurant avenue Molière, 251, B-1050 Bruxelles-Ixelles (Belgique).

Lequel comparant, ici personnellement présent, est l'actionnaire unique de la société «VALTO S.A.» (la «Société») une société anonyme, établie et ayant son siège social au 13 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg, constituée suivant acte notarié, dressé par le notaire soussigné, en date du 13 octobre 2009, la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations été faite, le 04 novembre 2009, sous le numéro 2151 et page 103 243.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 148 716.

Lequel comparant, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi l'intégralité du capital social, actuellement fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310.- EUR) a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'actionnaire unique DECIDE de réduire la valeur nominale des cent (100) actions existantes de la Société pour la ramener de son montant actuel de TROIS CENT DIX EUROS (310.- EUR) par action à un montant de CINQUANTE EUROS (50.- EUR) chacune.

En conséquence directe de ce changement de valeur nominale, il est décidé d'augmenter le nombre actuel d'actions de cent (100) à celui de six cent vingt (620) et de donner tous pouvoirs nécessaires à l'administrateur unique ou le cas échéant au conseil d'administration de la Société pour procéder à l'échange des six cent vingt (620) actions avec la nouvelle valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50.- EUR) chacune, contre les cent (100) actions anciennes d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310.- EUR) chacune et à l'annulation de ces dernières.

Le capital social souscrit est de ce fait fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) représenté par six cent vingt (620) actions ordinaires d'une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50.- EUR) chacune, intégralement libérées.

#### *Deuxième résolution*

L'actionnaire unique DECIDE de procéder ensuite à une augmentation du capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de QUATRE CENT SOIXANTE-NEUF MILLE EUROS (469'000.- EUR) afin de porter le capital social souscrit de son montant actuel de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000. EUR) représenté par six cent vingt (620) actions d'une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50.- EUR) chacune à un montant de CINQ CENT MILLE EUROS (500'000. EUR) qui sera représenté après cette augmentation une fois réalisée par dix mille (10'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50.- EUR) par action.

#### *Troisième résolution*

Afin de compléter l'augmentation de capital ci-avant décidée, l'actionnaire unique DECIDE d'émettre neuf mille trois cent quatre-vingts (9'380) actions nouvelles chacune d'une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50.- EUR), chaque action nouvelle avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la constatation des présentes résolutions.

#### *Souscription - Libération*

Les neuf mille trois cent quatre-vingts (9'380) actions nouvelles émises présentement par la Société ont été entièrement souscrites par le comparant, Monsieur Simon TIMSIT, préqualifié, agissant en sa qualité de seul et unique actionnaire et libérées intégralement par lui-même à leur valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50.- EUR) chacune, par conversion en capital d'une créance certaine liquide et exigible, consistant en une avance compte courant actionnaire sans intérêts faite à la Société, à concurrence du même montant augmenté de QUATRE CENT SOIXANTE-NEUF MILLE EUROS (469'000.- EUR).

Conformément à l'article 26-1, en connexion avec l'article 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite, la dite créance a fait l'objet d'un rapport, établi et signé par le réviseur d'entreprises agréé, Monsieur Bruno ABBATE, de la société «ALTER AUDIT S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 69 rue de la Semois, L-2533 Luxembourg, en date du 22 septembre 2010, dont la conclusion est la suivante:

«Sur base de nos diligences telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.

La rémunération de l'apport en nature consiste en 9.380 actions à créer d'une valeur nominale d'EUR 50.- chacune.»

Le susdit rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le comparant à l'acte et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps avec elles.

A la suite de quoi, il est décidé d'accepter ladite souscription et ladite libération par le Souscripteur et d'allouer les neuf mille trois cent quatrevingts (9'380) Souscripteur. actions nouvellement émises par la Société au seul

#### *Quatrième résolution*

Afin de refléter l'augmentation de capital ci-avant réalisée, l'actionnaire unique DECIDE de modifier le premier alinéa de l'article CINQ (5) des statuts de la Société. L'actionnaire unique décide de donner à ce premier alinéa de l'article CINQ (5) des statuts, la nouvelle teneur suivante:

**Art. 5. Premier alinéa.** «Le capital social souscrit est fixé à CINQ CENT MILLE EUROS (500'000.- EUR) représenté par dix mille (10'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50.- EUR) chacune.»

#### *Frais - Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à mille six cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le même mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. TIMSIT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 septembre 2010. Relation: EAC/2010/11461. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010130426/81.

(100148274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

**CEREP III Investment G S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 136.029.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 21 septembre 2010.  
Référence de publication: 2010130170/11.  
(100148539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**CORMUS Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.  
R.C.S. Luxembourg B 149.272.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 septembre 2010.  
Référence de publication: 2010130179/10.  
(100148559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**EuroRidge Capital Partners CAT 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.  
R.C.S. Luxembourg B 103.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
*Un mandataire*  
Référence de publication: 2010130196/11.  
(100148521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**Datacenter Luxembourg SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.  
R.C.S. Luxembourg B 77.200.

L'an deux mille dix, le premier septembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «DATACENTER LUXEMBOURG S.A.», avec siège social à Leudelange, constituée suivant acte notarié en date du 27 juillet 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 435 du 11 mai 2005 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 14 février 2006, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 19 du 11 janvier 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Roger GREDEN, Administrateur, demeurant professionnellement à Leudelange.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Solange WOLTERSCHIERES, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Jean-Christophe VIGNES, Directeur Juridique, demeurant professionnellement à Leudelange.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que toutes les actions étant nominatives, la présente Assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III.- Qu'il appert de cette liste de présence que sur les CENT CINQUANTE MILLE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (150.177) actions de Catégorie A avec droit de vote (les «actions ordinaires») et HUIT MILLE DEUX (8.002) actions de catégorie B sans droit de vote, CENT TRENTE-SEPT MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-HUIT (137.388) actions de Catégorie A, soit plus de la moitié du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 11 655,93 (onze mille six cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt-treize cents).

2.- Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 11.655,93 (onze mille six cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt-treize cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 195.496.- (cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent quatre-vingt-seize euros) à EUR 207.151,93 (deux cent sept mille cent cinquante et un euros et quatre-vingt-treize cents) par la création et l'émission de neuf mille quatre cent trente et un (9.431) actions nouvelles de catégorie A sans valeur nominale, ensemble avec une prime d'émission globale de EUR 465.322,69 (quatre cent soixante-cinq mille trois cent vingt-deux Euros et soixante-neuf cents).

L'Assemblée après avoir constaté que les actionnaires ont renoncé à leur droit de souscription préférentiel, a admis à la souscription les actionnaires suivants.

#### *Souscription et Libération*

Monsieur Eric DE GUCHTENEERE, demeurant à Singel 12. B-1650 Beersel, et représenté par Monsieur Roger Greden, prénommé, souscrit 5.931 (cinq mille neuf cent trente et une) actions de catégorie A;

La Société DCL Group SA, ayant son siège social au 2, rue Léon Laval L3372 Leudelange, représentée par Monsieur Roger Greden, prénommé, souscrit 2.017 (deux mille dix-sept) actions de catégorie A;

Monsieur Xavier BUCK, demeurant au 36, rue Gabriel de Marie L-2131 Luxembourg, et représenté par Monsieur Jean-Christophe Vignes, souscrit 1.013 (mille treize) actions de catégorie A;

Monsieur Roger GREDEN, demeurant 4a rue de l'Ouest, L-2273 Luxembourg souscrit 272 (deux cent soixante-douze) actions de catégorie A;

Monsieur Marco HOUWEN, demeurant 12b, rue Principale, L-6165 Ernster, et représenté par Monsieur Roger Greden, souscrit 198 (cent quatre-vingt-dix-huit) actions de catégorie A;

Les souscripteurs sont tous ici présents, ou dûment représentés en vertu de procurations sous seing privé ci-annexées.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de EUR 476.978,62 (quatre cent soixante-seize mille neuf cent soixante-dix-huit euros et soixante deux cents), faisant EUR 11.655,93 (onze mille six cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt-treize cents) pour le capital et EUR 465.322,69 (quatre cent soixante-cinq mille trois cent vingt-deux Euros et soixante-neuf cents) pour la prime d'émission, se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article 3 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à EUR 207.151,93 (deux cent sept mille cent cinquante et un Euros et quatre-vingt-treize cents), représenté par 167.610 (cent soixante sept mille six cent dix) actions sans valeur nominale dont 159.608 (cent cinquante-neuf mille six cent huit) actions de Catégorie A avec droit de vote (dites «actions ordinaires») et 8002 (huit mille deux) actions de Catégorie B, sans désignation de valeur nominale.»

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de EUR 2.200,

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. GREDEN, S. WOLTER-SCHIERES, J.-C. VIGNES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 septembre 2010. Relation: LAC/2010/39553. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 septembre 2010.

Référence de publication: 2010130182/83.

(100148269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**International Power (Bloomsbury) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 100.034.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2010.

Référence de publication: 2010130250/11.

(100148542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**International Power Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 86.755.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2010.

Référence de publication: 2010130251/11.

(100148543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**ESCO Finance International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.501.

*Extrait des résolutions écrites de l'associé unique prises en date du 23 août 2010*

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique prises en date du 23 août 2010 que:

- Madame Hanna-Leena Kyllikki Suviniemi-Mäkitalo, née le 5 décembre 1958 à Helsinki (Finlande), demeurant au Vuorenmaantie 86, 27800 Sakla (Finlande) a été nommée en qualité de nouveau gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée; et

- Monsieur Richard Andrew Garretson, né le 20 décembre 1958 à Huntington, Virginie, (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 4036 Chestnut Oak Dr. Smithton, IL 62285-3741 (Etats-Unis d'Amérique) a été nommé en qualité de nouveau gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est dorénavant constitué comme suit:

- Madame Alyson Schlinger Barclay, gérant de classe A;
- Madame Hanna-Leena Kyllikki Suviniemi-Mäkitalo, gérant de classe A;
- Monsieur Richard Andrew Garretson, gérant de classe A; et
- Monsieur René Beltjens, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2010131107/25.

(100148188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**IP Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 18.604,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.246.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 septembre 2010.

Référence de publication: 2010130267/11.

(100148540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

**IP Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 9.302,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.247.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 septembre 2010.

Référence de publication: 2010130268/11.

(100148541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

**Immotherme S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5532 Remich, 15, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 140.098.

*Résolution des associés du 20 septembre 2010**1<sup>ière</sup> Résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la société de L-5532 Remich, 9, rue Enz, à L-5532 Remich, 15, rue Enz.

*2<sup>ième</sup> et dernière résolution*

Les associés prennent connaissance que l'adresse privée de l'associé Marcel dit Jean BINTENER et le gérant technique Jean BINTENER a changé et se lit comme suit L-5465 Waldbredimus, 5, rue de l'école.

Le 20.9.2010.

IMMOTHERME S.à.r.l. / IMMOTHERME S.à r.l.

Alfred BINTENER / Marcel dit Jean BINTENER

Référence de publication: 2010130811/17.

(100147492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

**Thiser S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 63.854.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire de la société du 30 juin 2010*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2010 que:

H.R.T. REVISION S.A., une société anonyme ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 51.238, a été désignée en qualité de réviseur d'entreprises de la Société.

Luxembourg, le 30 juillet 2010.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010130406/18.

(100148534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**Tucker Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 36.105.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 18 août 2010*

Il résulte dudit procès-verbal que:

Le mandat de la société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à r.l., ayant son siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2015.

Luxembourg, le 18 août 2010.

Pour la société

Référence de publication: 2010130422/14.

(100148613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**Vayana S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 120.575.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société qui s'est tenue en date du 22 septembre 2010 à Luxembourg.*

- A l'unanimité, il est décidé de transférer le siège social de la société du 24 rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg au 50, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2010130429/14.

(100148530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**G. Graf Investments, Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.021.

In the year two thousand ten, on the first day of September.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg).

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company G. Graf Investments, with registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B 110021, incorporated by deed of the undersigned notary, on August 8, 2005, published in the Mémorial C number 9 of January 3, 2006.

The meeting is opened by Mrs. Christina SCHMIT, private employee, residing professionally at Junglinster, being in the chair, who appoints as secretary Ms Françoise HÜBSCH, private employee, residing professionally at Junglinster.

The meeting elects as scrutineer Mr. Alain THILL, private employee, residing professionally at Junglinster.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Amendment of the first paragraph of article 9 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

“ **Art. 9. (First paragraph).** The company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, either of the category A or of the category B, who not need to be shareholders of the company. The directors shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. Directors may be re-elected for successive terms.”

2. Amendment of article 13 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

“ **Art. 13.** The company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signature of a director of the category A together with a director of the category B or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.”

3. Increase of the number of directors from 4 (four) to 3 (three) of the category A and 2 (two) of the category B.

4. Discharge to the resigning director, Mr. Christian JENNY, for the performance of his mandate.

5. Discharge to the resigning director, TS DIRECTORS LIMITED, for the performance of its mandate.

6. Discharge to the resigning director, Mr. Michael WEDER, for the performance of his mandate.

7. Discharge to the resigning director and chairman of the board of directors, Mr. Jürg KELLER, for the performance of his mandates.

8. Appointment of Mrs. Yulia OKSNER, company director, born in Sewastopol (Russian Federation), on July 9, 1978, residing professionally at FL-9490 Vaduz (Liechtenstein), 10/12 Pflugstrasse, as director of the category B until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

9. Appointment of Dr. iur. Mathias BITSCHNAU, company director, born in Bludenz (Austria), on July 19, 1978, residing professionally at FL-9490 Vaduz (Liechtenstein), 10/12 Pflugstrasse, as director of the category B until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

10. Appointment of Mrs. Mounira MEZIADI, company director, born in Thionville (France), on November 12, 1979, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director of the category A until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

11. Appointment of Mrs. Virginie DOHOGNE, company director, born in Verviers (Belgium), on June 14, 1975, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director of the category A until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

12. Appointment of Mr. Philippe TOUSSAINT, company director, born in Arlon (Belgium), on September 2, 1975, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as director of the category A until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

13. Sundry.

II The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, checked and signed “ne varietur” by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will be kept at the latter's office.

The proxies of the represented shareholders signed “ne varietur” by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

III As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the latter unanimously has taken the following resolutions:

*First resolution*

The first paragraph of article 9 of the articles of association is amended and will have henceforth the following wording:

“ **Art. 9. (First paragraph).** The company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, either of the category A or of the category B, who not need to be shareholders of the company. The directors shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. Directors may be re-elected for successive terms.”

*Second resolution*

Article 13. of the articles of association is amended and will have henceforth the following wording:

“ **Art. 13.** The company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signature of a director of the category A together with a director of the category B or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.”

*Third resolution*

The number of directors is increased from 4 (four) to 3 (three) of the 3 category A and 2 (two) of the category B.

113942

*Fourth resolution*

Discharge is given to the resigning director, Mr. Christian JENNY, for the performance of his mandate.

*Fifth resolution*

Discharge is given to the resigning director, TS DIRECTORS LIMITED, for the performance of its mandate.

*Sixth resolution*

Discharge is given to the resigning director, Mr. Michael WEDER, for the performance of his mandate.

*Seventh resolution*

Discharge is given to the resigning director and chairman of the board of directors, Mr. Jürg KELLER, for the performance of his mandates.

*Eighth resolution*

Mrs. Yulia OKSNER, company director, born in Sewastopol (Russian Federation), on July 9, 1978, residing professionally at FL-9490 Vaduz (Liechtenstein), 10/12 Pflugstrasse, is appointed as director of the category B until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

*Ninth resolution*

Dr. Iur. Mathias BITSCHNAU, company director, born in Bludenz (Austria), on July 19, 1978, residing professionally at FL-9490 Vaduz (Liechtenstein), 10/12 Pflugstrasse, is appointed as director of the category B until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

*Tenth resolution*

Mrs. Mounira MEZIADI, company director, born in Thionville (France), on November 12, 1979, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, is appointed as director of the category A until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

*Eleventh resolution*

Mrs. Virginie DOHOGNE, company director, born in Verviers (Belgium), on June 14, 1975, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, is appointed as director of the category A until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

*Twelfth resolution*

Mr. Philippe TOUSSAINT, company director, born in Arlon (Belgium), on September 2, 1975, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, is appointed as director of the category A until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2012.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately nine hundred and fifty Euro.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English and German states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster.

On the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, they signed together with us, the notary, the present original deed.

**Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorangehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendzehn, den ersten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg),

versammelt sich die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft G. Graf Investments, mit Sitz in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter der Sektion B Nummer 110021, welche gemäss Urkunde, aufgenommen am 8. August 2005 durch den unterzeichneten Notar, und veröffentlicht im Mémorial C Nummer 9 vom 3. Januar 2006, gegründet wurde.

Die Sitzung wird unter dem Vorsitz von Frau Christina SCHMIT, Privatbeamtin, beruflich wohnhaft in Junglinster, eröffnet.

Die Vorsitzende bestimmt Fräulein Françoise HÜBSCH, Privatbeamtin, beruflich wohnhaft in Junglinster, zur Sekretärin.

Die Generalversammlung erwählt Herrn Alain THILL, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in Junglinster, zum Stimmzähler.

Nachdem das Büro so zusammengesetzt ist, erklärt die Vorsitzende und bittet den Notar zu beurkunden:

I) Dass diese ausserordentliche Generalversammlung folgende Tagesordnung hat:

*Tagesordnung*

1. Abänderung des ersten Paragraphen des Artikel 9 der Satzung, welcher künftig folgenden Wortlaut haben wird:

„ **Art. (erster Paragraph).** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, welcher aus mindestens drei Mitgliedern bestehen muss, entweder der Kategorie A oder der Kategorie B, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Hauptversammlung der Aktionäre gewählt; ihre Anzahl, Bezüge und die Dauer ihres Mandates werden von der Hauptversammlung festgesetzt. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden für die Dauer eines Mandates gewählt, welches sechs Jahre nicht überschreiten darf, und welches grundsätzlich mit der Bestellung des Nachfolgers endet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können mehrmals hintereinander gewählt werden.“

2. Abänderung des Artikels 13 der Satzung, welcher künftig folgenden Wortlaut haben wird:

„ **Art. 13.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitgliedern der Kategorie A zusammen mit einem Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B oder durch Einzelunterschrift jeder entsprechend vom Verwaltungsrat bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.“

3. Erhöhung der Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder von 4 (vier) auf 3 (drei) der Kategorie A und 2 (zwei) der Kategorie B.

4. Beschlussfassung hinsichtlich der Entlastung des zurückgetretenen Verwaltungsratsmitgliedes, Herrn Christian JENNY, für die Ausübung seines Mandats.

5. Beschlussfassung hinsichtlich der Entlastung des zurückgetretenen Verwaltungsratsmitgliedes, TS DIRECTORS LIMITED, für die Ausübung ihres Mandats.

6. Beschlussfassung hinsichtlich der Entlastung des zurückgetretenen Verwaltungsratsmitgliedes, Herrn Michael WEDER, für die Ausübung seines Mandates.

7. Beschlussfassung hinsichtlich der Entlastung des zurückgetretenen Verwaltungsratsmitgliedes und Vorsitzenden des Verwaltungsrates, Herrn Jürg KELLER, für die Ausübung seines Mandats.

8. Ernennung der Frau Yulia OKSNER, Verwalterin von Gesellschaften, geboren in Sewastopol (Russland), am 9. Juli 1978, beruflich wohnhaft in FL-9490 Vaduz (Liechtenstein), 10/12 Pflugstrasse, zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012.

9. Ernennung des Herrn Dr. Iur. Mathias BITSCHNAU, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Bludenz (Österreich), am 19. Juli 1978, beruflich wohnhaft in FL-9490 Vaduz (Liechtenstein), 10/12 Pflugstrasse, zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012.

10. Ernennung der Frau Mounira MEZIADI, Verwalterin von Gesellschaften, geboren in Thionville (Frankreich), am 12. November 1979, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie A bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012.

11. Ernennung der Frau Virginie DOHOGNE, Verwalterin von Gesellschaften, geboren in Verviers (Belgien), am 14. Juni 1975, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie A bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012.

12. Ernennung des Herrn Philippe TOUSSAINT, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Arlon (Belgien), am 2. September 1975, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie A bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012.

13. Verschiedenes.

II Dass die in dieser Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre sowie die Zahl der in ihrem Besitz befindlichen Aktien in eine Anwesenheitsliste eingetragen wurden, welche von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, den Mitgliedern des Büros und dem unterzeichneten Notar geprüft und „ne varietur“ unterzeichnet wurde.

Die erwähnte Anwesenheitsliste wird in der Kanzlei des Notars aufbewahrt werden.

Die Vollmachten bleiben nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten, die Mitglieder des Büros und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

III) Dass in dieser Generalversammlung das gesamte Kapital anwesend oder vertreten ist, so dass sie ordnungsgemäss zusammengesetzt ist und rechtsgültig über die Tagesordnungspunkte befinden darf.

Nach Bestätigung des Vorangehenden schneidet die Generalversammlung die Tagesordnung an und fasst nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst, den ersten Paragraphen des Artikels 9 der Satzung abzuändern, welcher künftig folgenden Wortlaut haben wird:

„ **Art. 9. (Erster Paragraph).** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, welcher aus mindestens drei Mitgliedern bestehen muss, entweder der Kategorie A oder der Kategorie B, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Hauptversammlung der Aktionäre gewählt; ihre Anzahl, Bezüge und die Dauer ihres Mandates werden von der Hauptversammlung festgesetzt. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden für die Dauer eines Mandates gewählt, welches sechs Jahre nicht überschreiten darf, und welches grundsätzlich mit der Bestellung des Nachfolgers endet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können mehrmals hintereinander gewählt werden.“

#### *Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst, Artikel 13 der Satzung abzuändern, welcher künftig folgenden Wortlaut haben wird:

„ **Art. 13.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds der Kategorie A zusammen mit einem Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B oder durch Einzelunterschrift jeder entsprechend vom Verwaltungsrat bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.“

#### *Dritter Beschluss*

Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wurde von 4 (vier) auf 3 (drei) der Kategorie A und 2 (zwei) der Kategorie B erhöht.

#### *Vierter Beschluss*

Dem zurückgetretenen Verwaltungsratsmitglied, Herrn Christian JENNY, wird volle und uneingeschränkte Entlastung für die Ausübung seines Mandats erteilt.

#### *Fünfter Beschluss*

Dem zurückgetretenen Verwaltungsratsmitglied, TS DIRECTORS LIMITED, wird volle und uneingeschränkte Entlastung für die Ausübung ihres Mandats erteilt.

#### *Sechster Beschluss*

Dem zurückgetretenen Verwaltungsratsmitglied, Herrn Michael WEDER, wird volle und uneingeschränkte Entlastung für die Ausübung seines Mandats erteilt.

#### *Siebter Beschluss*

Dem zurückgetretenen Verwaltungsratsmitglied und Vorsitzenden des Verwaltungsrates, Herrn Jürg KELLER, wird volle und uneingeschränkte Entlastung für die Ausübung seiner Mandate erteilt.

#### *Achter Beschluss*

Frau Yulia OKSNER, Verwalterin von Gesellschaften, geboren in Sewastopol (Russland), am 9. Juli 1978, beruflich wohnhaft in FL-9490 Vaduz (Liechtenstein), 10/12 Pflugstrasse, wird zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012 ernannt.

#### *Neunter Beschluss*

Herr Dr. iur. Mathias BITSCHNAU, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Bludenz (Österreich), am 19. Juli 1978, beruflich wohnhaft in FL9490 Vaduz (Liechtenstein), 10/12 Pflugstrasse, wird zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012 ernannt.

#### *Zehnter Beschluss*

Frau Mounira MEZIADI, Verwalterin von Gesellschaften, geboren in Thionville (Frankreich), am 12. November 1979, beruflich wohnhaft in L1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte wird zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie A bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012 ernannt.

#### *Elfter Beschluss*

Frau Virginie DOHOGNE, Verwalterin von Gesellschaften, geboren in Verviers (Belgien), am 14. Juni 1975, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte wird zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie A bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012 ernannt.

### Zwölfter Beschluss

Herr Philippe TOUSSAINT, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Arlon (Belgien), am 2. September 1975, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte wird zum Verwaltungsratsmitglied der Kategorie A bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2012 ernannt.

#### Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt neunhundertfünfzig Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Sitzung aufgehoben.

#### Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische und die deutsche Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Antrag der erschienenen Parteien die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache verfasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Antrag derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die englische Fassung massgebend.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienenen Parteien, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde zusammen mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: C.SCHMIT ; F.HÜBSCH ; A.THILL ; J.SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 septembre 2010. Relation GRE/2010/3007. Reçu soixante-quinze euros 75,-€.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt an die Gesellschaft.

Junglinster, den 29. September 2010.

Référence de publication: 2010130224/249.

(100148550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

#### **Adouna, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-2269 Luxembourg, 10, rue Jean Origer.

R.C.S. Luxembourg F 2.764.

#### — MODIFICATION DE STATUTS

Les modifications de statuts suivantes ont été adoptées par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Adouna du 27 janvier 2010.

#### **Dénomination et siège**

**Art. 2.** Le siège est établi au Grand-Duché du Luxembourg 10, rue Jean Origer à L-2269 Luxembourg.

Référence de publication: 2010130774/12.

(100148005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

#### **Pyrum Innovations International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 145.120.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010130678/9.

(100148884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

---

#### **Palmolux Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 147.315.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PALMOLUX INVESTMENTS S.à.r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010130679/11.

(100148941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

---

**Resitalia Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 95.323.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010130689/9.

(100148895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

---

**Resitalia Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 95.323.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010130690/9.

(100148896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

---

**Bellomonte S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 146.243.

---

La Société Kind SA, ayant son siège social au 4 rue de L'eau L-1449 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 81570, a cédé, par contrat du 04 août 2010, 49 parts sociales détenues dans la Société Bellomonte Sàrl à la Société Centa & Cie Corp SA, ayant son siège social P.H. Edificio Mossfon, Segundo Piso, Calle 54 Este Apartado Postal 0832-0886 W.T.C Panama et inscrite au Panama Public Registry sous le numéro 683069.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2010.

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2010130782/16.

(100147617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**Richardson Investments (Castel Romano) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 84.769.

---

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RICHARDSON INVESTMENTS (CASTEL ROMANO) S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2010130702/11.

(100148870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

---

**RICLUX Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 100.982.

---

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RICLUX Finance S.à r.l.  
United International Management S.A.  
Référence de publication: 2010130703/11.  
(100148882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

---

**Actimalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9510 Wiltz, 3, rue des Prés.  
R.C.S. Luxembourg B 149.433.

---

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO S.A.  
Signature

Référence de publication: 2010130772/11.  
(100147925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**Cofimin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 90.803.

---

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 27 septembre 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré au 412F, route d'Esch L-1471 Luxembourg

Et que l'adresse des Administrateurs a changé de la façon suivante:

- Madame Mireille GEHLEN, est domiciliée professionnellement au 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg
- Monsieur Thierry JACOB, est domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg
- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, est domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg

Luxembourg, le 27 septembre 2010.

Pour Extrait conforme  
Signature

Référence de publication: 2010131085/17.  
(100148232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**Agrifood Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 12-14, boulevard d'Avranches.  
R.C.S. Luxembourg B 72.860.

---

*Procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 27 septembre 2010*

Le conseil d'administration de la société AGRIFOOD HOLDING SA lors de sa réunion du 27 septembre 2010 a pris la résolution suivante:

Le siège social de la société AGRIFOOD HOLDING est transféré de L-2320 Luxembourg 45 Bd de la Pétrusse à L-1160 LUXEMBOURG 12-14 Bd d'Avranches

Pour extrait conforme  
Signatures  
Un mandataire

Référence de publication: 2010130775/15.  
(100147864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**Concrete Plus, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8281 Kehlen, 24B, rue d'Olm.  
R.C.S. Luxembourg B 145.897.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue le 16 septembre 2010*

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 16 septembre 2010 que Monsieur Nicolas FERY, demeurant à L-8281 Kehlen, a été révoqué de son mandat de gérant et que Monsieur Romain

BUYS, gérant de société, demeurant à B-9255 Buggenhout, a été nommé alors gérant unique pour une durée indéterminée avec pouvoir de signature individuelle.

Wiltz, le 16 septembre 2010.  
Pour extrait conforme  
La société Fiduciaire ARBOS.A.  
Signature

Référence de publication: 2010130790/16.

(100147931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**DGG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 102.476.

Il résulte d'une décision de l'associé unique, qu'en date du 1<sup>er</sup> janvier 2009, le siège social a été transféré au 11, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg.

Signature  
Mandataire

Référence de publication: 2010130792/11.

(100147683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**Septaberg, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8552 Oberpallen, 8, rue de la Platinerie.

R.C.S. Luxembourg B 75.993.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A R.L.  
Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN  
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2010130852/12.

(100147802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**Eastern Property Management Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 116.704.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire de l'associé unique tenue au siège social le 15 septembre 2010*

*Résolution unique*

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Gérant de Monsieur Khattar CHKAIBAN jusqu'à l'Assemblée Générale de l'an 2016 statuant sur les Comptes au 30 juin 2015.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention conforme, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

- EASTERN PROPERTY MANAGEMENT SARL -  
Signature

Référence de publication: 2010130793/15.

(100147633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**European Private Equity Portfolio S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 132.420.

Herr Thomas Grünewald und Herr Marco Yanar haben ihr Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates der European Private Equity Portfolio S.A., SICAR zum 31. Juli 2010 niedergelegt.

28 September 2010.

Monika Aneli.

Référence de publication: 2010130794/11.

(100147774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

**Econocom PSF S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, rue d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 73.519.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration de la société qui s'est tenue en date du 29 juin 2010 que Monsieur Benoît ROUSSEAUX né le 09.09.1963 à Namur (Belgique), résidant professionnellement à L-8399 WINDHOF, 4, rue d'Arlon a été renommé aux fonctions d'administrateur délégué de la société.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Signatures*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010130795/16.

(100147413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

**BBF SAH, Société Anonyme.**

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 13, rue Bolivar.  
R.C.S. Luxembourg B 46.733.

Les comptes annuels au 31/12/2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

2M CONSULTANT SARL

*Cabinet comptable et fiscal*

*Signature*

Référence de publication: 2010130878/12.

(100148208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

**Fimat, Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 85.727.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Strassen le 2 septembre 2010 à 16h.*

*Résolution*

Le conseil d'Administration décide à l'unanimité de reconduire le mandat d'Administrateur-délégué de Monsieur Jozef LOCKS ainsi que le mandat d'Administrateur-délégué de Madame Viviane BORLOO pour une période de 6 ans. Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale de l'an 2016 qui statue sur les Comptes Annuels de l'an 2015.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIMAT S.A.

*Signature*

Référence de publication: 2010130800/16.

(100147612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

**Ipotek Financing S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 122.469.

—

*Extrait de la résolution prise par le Conseil d'Administration de la société réuni en date du 21 septembre 2010*

Il résulte de la résolution prise par le conseil d'administration de la Société réuni en date du 21 septembre 2010 que le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2010.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010130809/16.

(100147896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**ING (L) Renta Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 83.077.

—

*Extrait de la résolution circulaire du Conseil d'administration datée du 1<sup>er</sup> septembre 2010*

Le Conseil d'administration de ING (L) Renta Fund II décide de transférer le siège social de la Société au 3, rue Jean Piret L-2350 Luxembourg.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2010.

ING Investment Management Luxembourg S.A.

Par délégation

Signatures

Référence de publication: 2010130813/14.

(100147614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**ING (L) Technix, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 53.127.

—

*Extrait de la résolution circulaire du Conseil d'Administration datée du 1<sup>er</sup> septembre 2010*

Le Conseil d'administration de ING (L) Technix décide de transférer le siège social de la Société au 3, rue Jean Piret L-2350 Luxembourg.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2010.

ING Investment Management Luxembourg S.A.

Par délégation

Signatures

Référence de publication: 2010130814/14.

(100147628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**ING Direct, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 109.614.

—

*Extrait de la résolution circulaire du Conseil d'Administration datée du 1<sup>er</sup> septembre 2010*

Le Conseil d'administration de ING Direct décide de transférer le siège social de la Société au 3, rue Jean Piret L-2350 Luxembourg.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2010.  
ING Investment Management Luxembourg S.A.  
Par délégation  
Signatures

Référence de publication: 2010130815/14.

(100147632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**ING Investment Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R.C.S. Luxembourg B 98.977.

---

*Extrait de la résolution circulaire du Conseil d'administration datée du 1<sup>er</sup> septembre 2010*

Le Conseil d'administration de ING Investment Management Luxembourg S.A. décide de transférer le siège social de la Société au 3, rue Jean Piret L-2350 Luxembourg.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2010.  
ING Investment Management Luxembourg S.A.  
Par délégation  
Signatures

Référence de publication: 2010130816/14.

(100147616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**ING Investment Management Multi Manager S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R.C.S. Luxembourg B 111.363.

---

*Extrait de la résolution circulaire du Conseil d'Administration datée du 1<sup>er</sup> septembre 2010*

Le Conseil d'administration de ING Investment Management Multi-Manager S.A décide de transférer le siège social de la Société au 3, rue Jean Piret L-2350 Luxembourg.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2010.  
ING Investment Management Luxembourg S.A.  
Par délégation  
Signatures

Référence de publication: 2010130817/14.

(100147621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**Boost Business Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 133.940.

---

*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 16 septembre 2010*

Aux termes d'une délibération en date du 16 septembre 2010, le Conseil d'Administration a coopté en qualité de nouvel administrateur à compter du 16 septembre 2010:

- Madame Alamichel Claire, employée privée, née le 11 avril 1979 à Toulouse (France), demeurant professionnellement 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

en remplacement de Monsieur Kustura Ivo, administrateur démissionnaire.

Conformément aux statuts, le nouvel administrateur est coopté jusqu'à la prochaine assemblée générale statutaire qui procédera à son élection définitive.

Pour extrait sincère et conforme  
Boost Business Services SA  
Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2010131068/19.

(100148412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2010.

---

**ING (L) Index Linked Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 78.496.

—  
*Extrait de la résolution circulaire du Conseil d'Administration datée du 1<sup>er</sup> septembre 2010*

Le Conseil d'administration de ING Index Linked Fund II décide de transférer le siège social de la Société au 3, rue Jean Piret L-2350 Luxembourg.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2010.

ING Investment Management Luxembourg S.A.

Par délégation

Signatures

Référence de publication: 2010130818/14.

(100147635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**International Allied Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9522 Wiltz, 21, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 107.117.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTERNATIONAL ALLIED SERVICES S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010130819/11.

(100147919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**Kredyt Inkaso Portfolio Investments (Luxembourg), Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 155.462.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration de la société en date du 31 août 2010*

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société réuni en date du 31 août 2010 qu'Artur Górnik, né le 1<sup>er</sup> avril 1972 à Lublin, Pologne, avec adresse professionnelle à Grochowska 278 Street, 03-841 Varsovie (Pologne), a été nommé en qualité de président du conseil d'administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2010.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010130824/16.

(100147903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

---

**Letzkey, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9544 Wiltz, 2A, rue Hannelast.

R.C.S. Luxembourg B 135.485.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Arbo S.A.

Signature

Référence de publication: 2010130828/11.

(100147922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.